NUMERO 621 PRIX : 5 F MARS 1976

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

GROUPONS-NOUS ET DEMAIN...

L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

Aujourd'hui et demain — demain, pas après-demain — la question dominante qui est posée, en dehors de toutes les ratiocinations doctrinales, c'est l'Europe, l'unité économique et politique de l'Europe, une Europe dans laquelle la lutte de classe ne serait pas atténuée, mais élargie au contraire, mise à l'heure de la fin du XX[e] siècle, au temps des entreprises transnationales qui jouent de la division administrative et politique, qui s'y font de bons profits, sans trouver en face d'elles une classe ouvrière unie.

C'est le moment qu'a choisi la direction du parti communiste français pour prôner ce qu'elle appelle l'indépendance nationale, en fait un nationalisme jaloux que défendaient naguère les royalistes

par Raymond GUILLORÉ

de l' « Action Française ». Elle ne le fait pas par bêtise ; elle le fait en connaissance de cause, cette cause étant celle de l'hégémonie de l'U.R.S.S. dont les actuels dirigeants sont furieusement contre l'Europe, contre l'unification de l'Europe, une unification qui ne serait pas l'absorption dans leur empire, qui s'opposerait — nous allons le dire — à eux comme à l'autre empire, qui serait l'obstacle probablement décisif à la guerre mondiale.

Je ne suis pas sûr d'exprimer ici une opinion unanime, ou même majoritaire parmi les camarades de notre cercle ; c'est pourquoi je parlerai à la première personne. Et je suis tenté de dire dès l'abord, et pas seulement pour narguer les propos de l'interminable lecteur du congrès du parti communiste pro-français : « *Tout ce qui est supra-national est nôtre !* ». Ainsi, je ne tourne pas autour du pot, je plonge dedans la longue cuillère avec laquelle on doit souper avec le diable, et j'attends de tous les côtés les protestations des camarades qui pensent autrement.

Qu'est-ce que je vais entendre ? D'abord, les habituels arguments, durs comme un front de bélier, des implacables doctrinaires ; ils répéteront : « oui, à l'Europe des travailleurs ; non, à l'Europe des capitalistes ! ». Ces singuliers dialecticiens oublient que l'une est dans l'autre, que l'Europe des travailleurs s'anime et se renforce dans l'Europe capitaliste (ou

DANS CE NUMERO :

technocratique). Il en est qui veulent bien être exploités par un patron, pourvu qu'il soit français. Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils bloquent ainsi avec lui, au lieu de se souvenir du final magnifique du « Manifest Communiste » ; *Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !* ».

Quand nous lançons ce cri (cette fois, je peux parler au pluriel), nous ne le clamons pas seulement jusqu'aux frontières incertaines de l'Europe actuelle. Il va bien au-delà ; il s'adresse aussi à nos frères les prolétaires de l'U.R.S.S., car il y en a en U.R.S.S. par millions et ce ne sont pas eux qui exercent la dictature. Nous sommes bien tranquilles : dans leur masse, ils sont bien plus près de nous que des prêcheurs du parti de l'oligarchie dominante qui vient encore de tenir son concile, où a manqué tout simplement le cœur du peuple. Le rideau qu'on a tiré entre nous commence de se déchirer ; bientôt nous serons, les uns et les autres, en face de nos vrais problèmes ; on découvrira que ce sont les mêmes.

Alors, pourquoi parler de l'Europe seulement, de l'Europe occidentale telle que la guerre l'a réduite, telle que la conférence d'Helsinski a confirmé ses frontières, des frontières imposées par la force des armes ? Parce que c'est d'elle qu'il s'agit aujourd'hui et qu'un militant ne doit pas esquiver la question en répétant sous une forme ou sous une autre l'incantation : « Tant que la Révolution n'est pas faite... » Il s'agit précisément de la faire et il n'est pas dit qu'elle sera plus mal faite à l'échelle continentale en dépassant des frontières que les néo-capitalistes ont déjà transgressées, qui sont dépassées en fait par les migrations de populations vers les pôles industriels, des frontières que « la libre circulation, des idées, des hommes et des marchandises », devrait rendre désuètes si les principes de cette conférence d'Helsinki n'étaient pas une montagne d'hypocrisie.

Eh bien! réalisons-là, déjà, cette libre-circulation, à l'échelle de l'Europe actuelle. En quoi la classe ouvrière y perdrait-elle ? C'est avec ses raisons qu'elle fait l'Europe, pas avec celles des capitalistes et technocrates. Elle l'a fait pour élargir sa bataille. Le patronat multinational aura affaire à plus forte partie. Même les syndicalistes révolutionnaires seront plus forts, car il y en a dans tous les pays et ils ne sont pas partout écrasés par l'hypothèque des partis dits communistes.

On objecte — des camarades révolutionnaires nous objectent — que l'Europe unie, sans révolution prolétarienne préalable, subira la domination de l'impérialisme américain. C'est l'Europe divisée qui la subit actuellement. Une Europe unie lui opposerait plus de résistance. Démographiquement, économiquement, politiquement, culturellement, technologiquement, elle serait une troisième force. Il dépendrait du mouvement ouvrier européen, lui aussi uni, qu'elle soit avant tout une force de paix.

En continuant de cultiver l'anti-américanisme, qui est une forme de l'ingratitude des peuples, Georges Marchais n'a pas manqué de remuer le vieux fonds « antibochiste ». Dans un discours, qu'il a tenu à Nice, non loin du lieu où venaient de se rencontrer les chefs d'Etat allemand et français, il a dénoncé l'impérialisme allemand qui dominerait, paraît-il, cette Europe si, par malheur extrême, elle s'unissait. Il fut un temps où le devoir d'un communiste était de dénoncer d'abord son propre impérialisme. Mais ce temps est passé... L'impérialisme allemand ne se manifeste pour le moment que par ses succès économiques, mais il me semble bien que la France est son principal client et son principal fournisseur. Il y a bien aussi des milliers d'Allemands qui achètent des propriétés dans le midi de la France, mais les vendeurs français ne refusent pas leur bon argent. Cependant, peut-on prédire à coup sûr que le nationalisme allemand ne renaîtra pas ? Non, on ne peut pas le prédire, malgré la parole de Willy Brandt dénonçant le nationalisme comme le mal absolu. Le nationalisme français n'a pas attendu si longtemps pour renaître et se retrouver jusque dans la bouche de Georges Marchais. Mais il n'est pas besoin d'être très fort en politique pour comprendre que c'est en associant l'Allemagne à un ensemble plus grand que les démons d'hier ont le moins le chance de réapparaître. Je ne dis pas qu'il n'y aura plus de guerre parce que l'Europe occidentale se sera unie politiquement, car la troisième guerre mondiale ne dépend plus de l'Europe seule, mais il me paraît évident que les conflits violents inter-européens qui ont causé tant de drames, de crimes et de régressions dans ce XX[e] siècle, auront perdu leurs motifs et même leur possibilité.

***

J'ai dit tout à l'heure que les raisons pour lesquelles la classe ouvrière devait être européenne dans son esprit, dans sa volonté, dans son action n'étaient pas celles qui poussaient à s'unir les maîtres du système économique. Elles en sont pourtant les conséquences naturelles. Au nouveau front du capitalisme moderne considérant les institutions d'Etat comme ses auxiliaires, il faut opposer le front uni des travailleurs sur lesquels tout repose. Leur unité européenne n'exclut pas — au contraire elle prépare — l'unité mondiale, la fraternité réelle, pratique, des travailleurs du monde entier.

L'élection au suffrage universel d'un Parlement européen est pour nous question secondaire, encore qu'elle puisse être une première manifestation de masse de l'esprit unitaire des peuples de l'Europe. Ce qui nous intéresse, ce sont des syndicats européens indépendants des pouvoirs nouvellement constitués, des revendications ouvrières unifiées à l'échelle du continent, alignées sur les salaires les plus élevés et les journées de travail les plus courtes.

A la force accrue des exploiteurs du travail s'opposera la force accrue des exploités. Si nous ne craignions pas d'employer des mots qu'on a aujourd'hui détournés de leur sens jusqu'à leur faire dire le contraire de ce qu'ils ont toujours voulu dire, nous affirmerions que cette poussée ouvrière autonome pour l'unification de l'Europe est, dans la situation actuelle, une manifestation première de l'internationalisme prolétarien.

Rien, pas même le salut de la patrie, ne me ferait sacrifier la justice. Contre l'intérêt de mon pays, je suis prêt à soutenir de mon vote et de ma plume la cause de l'étranger si elle me paraît juste.

P.-J. PROUDHON.

(Pensées sociales et morales)

LA CLASSE CONTRE LES COHUES

Marxisme dénaturé et défiguré

Talleyrand disait : « *On m'accuse d'avoir changé. On a tort. J'ai toujours servi le gouvernement. C'est le gouvernement qui a changé.* »

Jean Bruhat, professeur d'Histoire en Faculté, pourrait dire, avec autant d'exactitude : « *Depuis un demi-siècle, j'ai toujours servi le Parti Communiste* »... Mais, moins franc ou... cynique que Talleyrand, il veut nous prouver (*le Monde* du 17-2-76) que le... parti communiste n'a pas changé. Abusant de l'euphémisme, il veut bien reconnaître : « *qu'il y eut des faux-pas, des tâtonnements, des erreurs ou des retards* »... Mais pour l'essentiel, il faudrait proclamer une permanence dans l'orientation, l'action et la propagande... », d'Albert Treint, à Barbé, à Doriot, à Duclos, à Thorez... à Marchais.

J'ai rappelé (R.P. de février 1976) en témoignage de cette permanence : la valse des slogans que le projecteur a balayés à chaque tournant... « *en épingle à cheveux* ». Les anciens de ma génération pourront « battre les buissons du passé », en retrouvant les noms des leaders aujourd'hui disparus qui personnifièrent le communisme stalinien et post-stalinien.

En 1926, encore élève de Normale Supérieure, Jean Bruhat s'était compromis, par une « brève rencontre » avec les hérétiques de la R.P. et de la Ligue syndicaliste. Il ne mit pas longtemps à se... normaliser. Il me déclara au cours d'une ultime conversation : « *qu'un intellectuel n'avait pas sa place dans le syndicalisme révolutionnaire* ». Trois ans plus tard, il se signalait par une violente condamnation du « *Manuel d'Histoire de la Fédération unitaire de l'Enseignement* », qui n'était certes pas parfait, mais qui était publié sous l'autorité de Maurice Dommanget, doublement incontestable quant à sa compétence historique et sa fidélité à un communisme gardant un visage humain.

L'historien Jean Bruhat n'avait rien dit pendant l'élaboration du manuel. Mais les Jeunesses staliniennes venaient de prendre position contre le manuel... et contre les communistes (Bouët, Dommanget, Rollo, F. Bernard...) qui refusaient de s'aligner dans l'obéissance passive à Moscou.

La « conscience » de l'historien Bruhat put alors se soulager avec la virtuosité et la promptitude du « garde-à-vous » réglementaire... talons joints et petit doigt sur la couture du pantalon...

***

Mais revenons à l'actualité. Les appels du P.C. aux catholiques, aux gaullistes, le soutien bruyamment orchestré des revendications des paysans, des propriétaires de vignobles, des classes moyennes... même des officiers... tout cela serait conforme aux consignes d'autrefois. C'est bien, en effet, en 1936 que le Parti communiste... « *tendait la main aux catholiques et voulait substituer le Front des Français au Rassemblement populaire* qui avait porté au Pouvoir le gouvernement Blum ». Nous avons suffisamment éclairé cette période pendant laquelle l'expérience des « variations concomitantes — des grandeurs variables évoluant parallèlement, dans la même direction et au même rythme — prouvait incontestablement qu'il y avait succession immédiate de cause à effet entre les dominantes de la politique extérieure de Staline, et les orientations et actions du Parti communiste français.

Une telle... « permanence » gênerait peut-être ceux qui célèbrent l'indépendance nationale du communisme français. Mais Bruhat veut une justification plus noble. Il faut prouver qu'en ses variations « dialectiques », le Parti communiste reste fidèle à Marx. Et une phrase de celui-ci, placée en exergue de l'article de Jean Bruhat, semble une approbation anticipée de la politique d'alliance du Parti communiste :

« *C'est une absurdité de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie et par dessus le marché des féodaux, une même masse réactionnaire en face de la classe ouvrière.* »

Karl Marx relevait ainsi en termes assez méprisants, une proposition du programme de Gotha, voté en 1875 pour sceller l'accord entre marxistes et lassaliens. C'est bien dans la forte brochure « *Critique du programme de Gotha* », que l'on découvre la phrase citée par Jean Bruhat.

Humble primaire, je n'ose douter de la valeur de l'enseignement historique distribué par le professeur Jean Bruhat. Je sais simplement que mes maîtres d'autrefois : les Seignobos, Guignebert, Pagès, même Mathiez... n'auraient guère apprécié une telle désinvolture dans le découpage d'un document historique. Car, en le citant, Jean Bruhat fait dire à Karl Marx exactement le contraire de ce que pensait l'auteur du « Capital » — pour qui, en effet, il est absurde de confondre bourgeoisie, féodaux et classes moyennes dans la même masse réactionnaire... *mais ce qui est absurde ce n'est pas d'y inclure les classes moyennes... mais la bourgeoisie industrielle.*

Car Bruhat, en citant Marx, a supprimé le complément de position : « *De ce point de vue* » — Quel point de vue ? Celui du *Manifeste des Communistes*, composé par Marx et Engels en 1847. Il est dit explicitement dans ce monument historique « *qu'en face de la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. La bourgeoisie est considérée comme une classe révolutionnaire — en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie — vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes, lesquels voudraient maintenir toutes les positions sociales qui sont le reflet de modes de production périmés* ». Les classes moyennes, d'après Marx et Engels, ne pourront devenir révolutionnaires que lorsqu'elles seront passées dans le prolétariat.

Ce n'est pas là formule de style. Dans le Manifeste, la pensée de Marx et d'Engels est exprimée en termes encore plus précis et plus sévères : « *la classe moyenne, les petits fabricants, les détaillants, les artisans, les paysans combattent la bourgeoisie, parce qu'elle compromet leur existence en tant que classe moyenne. Ils ne sont donc pas révolutionnaires, mais CONSERVATEURS ; qui plus est, ils sont REACTIONNAIRES, ils demandent que l'Histoire fasse machine en arrière* ».

Oui, mais ils se prolétarisent... Voire ! D'abord, en soutenant leurs revendications, le Parti communiste tend à leur prouver qu'il veut justement éviter leur prolétarisation. Ensuite, l'anticipation de Marx : la bipolarisation des classes antagonistes aboutissant à la lutte finale entre la bourgeoisie et le prolétariat n'est pas encore confirmée par l'évolution. Les classes moyennes, en France et en Allemagne, ne sont pas en voie de disparition. Et lorsque le processus de prolétarisation semble s'accélérer, lors de graves crises économiques et sociales, la misère des... « cols blancs »... peut fort bien les mener rapidement vers ce « lumpen-prolétariat »... que Marx et Engels qualifiaient de « *voyoucratie des grandes villes, de putréfaction passive, de lie des plus basses couches de la société... prédisposée à se vendre à la réaction* ». C'est là en effet, après la crise mondiale de 1929, qu'Hitler a recruté ses partisans, ses hommes de main, ses électeurs. Quant aux petits paysans, aux petits commerçants... conservateurs, même réactionnaires, la défense de leurs biens — si modestes soient-ils — et de leur sécurité... peut aussi bien les mener « provisoire-

ment »... vers les partis de gauche... que vers le restaurateur de l'Ordre, le stabilisateur de la monnaie, le gardien des droits acquis... le Chef providentiel... qui peut s'appeler Bonaparte, Poincaré ou de Gaulle... ou même Mussolini, Franco ou Hitler.

***

Ce n'est pas pour accrocher Jean Bruhat que j'ai rédigé ce papier. Pas même pour juger la fidélité d'un grand intellectuel... qui a pu s'affirmer « stalinien de stricte obédience »... pour répudier ensuite le stalinisme... qui a proclamé l'U.R.S.S. la seule patrie du socialisme... pour s'opposer ensuite à l'impérialisme idéologique de Moscou... et revendiquer l'indépendance nationale du communisme français... (il suffirait de demander aux élèves de J. Bruhat, quelle place on accorde à Léon Trotsky dans son cours sur l'Histoire de la Russie... de 1900 à nos jours).

Ce qui me paraît autrement sérieux c'est de constater, une fois de plus, le rassemblement d'un cohue... qui n'est pas seulement électorale... dans laquelle se perdent les organisateurs de la classe ouvrière. L'histoire de la révolte du vin qui, en ces derniers jours, a pris une coloration presque tragique, s'inscrit dans la même confusion démagogique. Certes, en 1907, la C.G.T. avait soutenu la bataille des « gueux du vin »... des Jacquous occitans... C'est que Clemenceau : le premier Flic de France... ennemi déclaré de la C.G.T.... avait obtenu son bain de sang (plusieurs morts à Narbonne)... et provoqué la rébellion des soldats du 17e... immortalisée par la chanson de Montéhus. C'était de bonne guerre. Ce ne fut pas cependant une action de classe, suffisamment claire et pure, comme toutes celles menées par le syndicalisme révolutionnaire.

Mais lorsqu'il s'agit de la « monoculture », du pouvoir des viticulteurs, de l'opposition chauvine aux impératifs du marché commun... on peut s'interroger. Que les partis politiques ne songent qu'à recruter des électeurs et des partisans... c'est dans l'ordre naturel des choses. La classe ouvrière, en ses organisations syndicales, devrait s'opposer aux cohues agitées par la démagogie... qui représentent en fin de compte la conservation sociale et la réaction... et dont la masse ne prend forme que lorsqu'elle est encadrée par une phalange militarisée et soumise à un démiurge... omnipotent et omniscient !

Roger HAGNAUER.

LA C.N.T. - "LE MONDE" ET L'ILLUSTRE CARRILLO

C.N.T. pas morte !

C'est *le Monde*, contraint et contrit, qui voulait bien nous en faire l'aveu, sous la plume de l'éminent Marcel Niedergang, le samedi 6 mars. Ce préposé aux choses de la péninsule avait tant de fois enterré la vieille organisation anarcho-syndicaliste, à l'instigation sans doute de son ami Santiago Carrillo, qu'il ne pouvait dissimuler sa stupeur, voire son effroi, devant une telle résurrection.

Rapportons son dire :

A Vitoria comme à Pampelune, où la classe ouvrière est de formation récente, les dirigeants des commissions ouvrières, solides, prudents, revendicatifs mais hostiles à toute aventure, découvrent un prolétariat disponible, agressif, impatient, réceptif aux slogans et aux appels d'organisations minoritaires, plus « révolutionnaires », moins soucieuses de temporiser.

A Madrid, la grève de la construction a été déclenchée par des groupes indépendants de tendance anarchiste. A Barcelone, les commissions ouvrières ayant obtenu un salaire de base de 19.000 pesetas par mois pour les manœuvres du bâtiment (le salaire le plus élevé de toute l'Espagne dans cette branche et cette catégorie) se voient pourtant contraintes de dénoncer publiquement les piquets de grève plus ou moins spontanés qui relancent le mouvement. Le C.N.T., la vieille centrale anarchiste toute-puissante au début de la guerre civile et que l'on croyait morte, surgit des catacombes. A Barcelone, elle vient de tenir un congrès avec quatre cents participants.

Dût-il ne s'en point consoler, lesdites catacombes lui réserveront encore d'autres surprises avant qu'il tarde beaucoup.

L'attitude du *Monde* dans les affaires du Portugal et d'Espagne a d'ailleurs été telle depuis un an qu'un collaborateur espagnol, Andrés Dosi, de la revue internationale de recherche anarchiste, *Interrogations*, à laquelle il nous est déjà arrivé d'emprunter ici, a pu faire un relevé éloquent de toutes les informations publiées par la feuille de la rue des Italiens et que l'événement vint démentir le lendemain.

A remarquer que le désir dans la maison d'être agréable à tout ce qui porte l'étiquette communiste est à ce point qu'on y a mis en valeur indifféremment et selon l'heure Alvaro Cunhal ou Santiago Carrillo, alors que les deux personnages, à ne s'en tenir qu'au-dessus des choses, soutenaient des politiques absolument divergentes, et même de nature à les dresser brutalement l'un contre l'autre, tout au moins jusqu'à une date récente.

Depuis quelque temps, en effet, le leader portugais a paru renoncer à la ligne dure, à la ligne « Octobre 17 », qu'il avait affectée un instant, sur « instructions » sans nul doute, pour se modeler sur la stratégie « démocratique », en passe de prévaloir pour l'instant. Ce farouche n'était en fait qu'un docile exécutant, comme il y avait toujours eu lieu de le penser, et qui prendrait la voie que Moscou voudrait lui voir prendre, au moindre froncement de sourcil de Brejnev.

Mais revenons à l'étude d'Andrés Dosi intitulée très modérément *Le Monde : de Cunhal en Carrillo*, pour en prendre quelques lignes qui résument admirablement le sentiment qu'une lecture assidue de ce journal laisse aux lecteurs les moins prévenus :

« *Une des publications qui apportent la plus grande aide indirecte au Parti communiste espagnol, c'est le journal* le Monde, *qui a le privilège de voir la lumière à Paris, cité qui attire tous les esthètes de la révolution, comme il en va du miel pour les mouches. Cette feuille, sans que nous puissions nous en expliquer le pourquoi, jouit dans le monde entier et particulièrement dans les pays de langue espagnole du plus grand prestige. Pour les naïfs, et ils sont légion, soumis à l'attraction intellectuelle parisienne,* le Monde *est quelque chose comme l'Evangile et le Talmud. De là l'importance de la déformation constante, déguisée naturellement en prétendue « information » et qui l'amène à donner au Parti communiste espagnol une importance capitale et à laisser croire qu'il ne serait même pas d'Espagne politique sans l'existence de celui-ci !*

« *Nous ignorons s'il y a là attitude délibérée du journal ou si, plus simplement, les opinions exposées sont du cru particulier de son envoyé spécial à Madrid, le « sieur » Niedergang, bien qu'à la réflexion il nous apparaisse que direction, rédaction et envoyé « spécial » s'accordent plus ou moins à réserver aux communistes espagnols et à leur secrétaire Santiago Carrillo le traitement du « parti le plus favorisé ». Une complaisance et une aide identiques sont d'ailleurs acquises à Santiago Carrillo, par la radio et la télévision françaises. Le fait est aisément contrôlable par tous ceux qui vivent en France.* »

Au-delà du *Monde* et des *mass media* proprement français, ce Santiago Carrillo, qui est pourtant un des domestiques les plus accomplis qu'ait pu produire l'ère stalinienne, et l'on sait combien l'embarras du

choix est grand dans le domaine !, a su mobiliser autour de sa personne les plus grands journaux européens et même américains, tous attentifs au moindre de ses propos ou de ses déplacements. A croire qu'il est doté d'un savoir-faire exceptionnel et d'un faire-savoir encore plus grand. A moins encore qu'un mystérieux « appareil » dont il fut longtemps un des fils chéris, ne continue de pourvoir à tout, en dépit de « dissentiments » un peu trop affichés pour être honnêtes et qui le poussent à chercher fortune dans l' « eurocommunisme », dont il disputera bientôt la paternité à Berlinguer, tant il brûle d'être le premier quelque part.

Son charlatanisme effronté est tel qu'il n'a même pas dédaigné de l'hospitaliser dans une revue sexo-fessière bien connue, *Lui*, dès le mois de janvier 1975. Il ne s'était même rien refusé pour la circonstance, s'offrant comme « interlocuteur valable », José Luis de Villalonga, un hidalgo plus ou moins décavé, bambocheur bien connu de la fête parisienne, de plus « carliste » d'hier et collaborateur ou ex-collaborateur de feuilles tout aussi bien « famées que *Lui*, mais dans un autre sens, *le Meilleur* et *Minute !*

L'interview constituait d'ailleurs un tissu assez feuilletonesque, où chacun avait prétendu apporter du sien, excédant quelquefois le vraisemblable et atteignant l'ignoble sans effort. Ainsi Carrillo, par vieille habitude stalinienne invétérée, n'hésitait pas à jeter le doute sur les Basques — très probablement des ilotes manœuvrés, sinon de vulgaires provocateurs ! — à propos de l'attentat contre l'amiral Carrero Blanco !

Mais délaissant l'odieux pour le comique, l'ineffable Santiago s'oubliait à dire, dans cette interview désormais historique, qu' « en *Espagne* — et *surtout* pour *l'homme de la rue — un homme qui trahit son père, même pour une couronne, ne peut s'attendre à jouir de la moindre crédibilité de la part de ses compatriotes* ».

Propos qui visait Juan Carlos, coupable aux yeux des tenants de la *Junte démocratique*, le gouvernement fantôme des exilés type Carrillo-Villalonga, d'avoir usurpé, avec l'appui de Franco, le poste qui serait revenu de droit au comte de Barcelone ! Imprudence qui devait secouer d'un rire inextinguible toute l'émigration espagnole, enfin celle encore en âge de se souvenir.

Santiago Carrillo est le dernier qui puisse reprocher à quelqu'un un manque de piété filiale. Il fut, en effet, d'une ignominie sans nom à l'égard de son propre père, vieux militant socialiste de la tendance Largo Caballero, auquel il devait tout, et même d'avoir pu se vendre plus commodément qu'un autre et au prix fort, car ce n'est pas sa falote personne que Staline avait achetée un jour mais le nom qu'il portait !

On avait calculé à Moscou et non sans quelque apparence de raison qu'à travers le ralliement du fils on parviendrait peut-être au père, qu'en tout cas, à la faveur de la communauté de nom et bientôt grâce à la confusion inévitable, on débaucherait plus facilement dans les rangs socialistes. Calcul qui devait se révéler erroné, le père se refusant obstinément à la déshonorante soumission à Staline et à ses lieutenants, et cela jusqu'à participer à la sédition Casado-Besteiro à Madrid en mars 1939. Tentative désespérée et vaine qui n'entachait en rien l'honnêteté de ceux qui avaient pu y croire, mais qui déchaînait tout l'appareil communiste international, qui avait pourtant contribué plus que personne à rendre une telle issue inévitable !

Appareil dans lequel le jeune Santiago était tenu de faire plus de bruit que n'importe lequel, pour que l'infamie prétendue de son père ne vînt pas compromettre une carrière qui s'annonçait si fructueuse !

D'où le premier texte qui ait fait date de notre Carrillo et qu'on vient de rééditer à Londres parmi d'autres textes qui le concernent.

Il s'agissait d'une lettre à son père, dans laquelle celui-ci était couvert de boue, dans le style des témoins de familles, suscités pour accabler les leurs et tels qu'on en avait vu dans les procès de Moscou de 1937 et qu'on en verra à Prague quinze ans plus tard !

Néanmoins, le personnage avait le front de se présenter en juillet 1939 comme mandataire des Jeunesses socialistes unifiées (telle était la « couverture » sous laquelle il avait opéré en Espagne pour les Staliniens, à partir de 1936), au Congrès de Lille de l'Internationale des Jeunesses socialistes, qui le repoussait avec dégoût !

A. C.

LES REVOLUTIONNAIRES PROFESSIONNELS STYLE 76 VUS PAR UN CONNAISSEUR !

« Les militants, bien nourris, aux costumes de bonne coupe et aux voitures briquées, qui siègent dans les confortables bureaux de la place du Colonel-Fabien, qui interviennent à tout bout de champ sur les antennes de la télévision ou des radios périphériques, ne peuvent pas, quelle que soit l'ardeur de leurs convictions, réagir de la même manière que leurs pères, qui ne sortaient bien souvent de la clandestinité que pour se retrouver en prison. Il suffit de les regarder vivre, travailler, organiser leurs meetings bien huilés, pour se rendre compte que le rêve du « grand soir » ne hante pas leur sommeil.

Ils laissent le romantisme libertaire, l'ambition d'une émancipation sans frein d'aucune sorte à ces gauchistes, à ces « maos » sur lesquels ils rejettent la responsabilité des naufrages de mai 1968, du Chili, du Portugal. Ce sont des hommes d'ordre, pour cette bonne raison qu'ils pensent que la société ne peut se passer d'un ordre, celui qui prévaut en Occident méritant plutôt le nom de « *désordre établi* » que lui avait, jadis, donné Emmanuel Mounier. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui attire vers eux un grand nombre de leurs nouveaux partisans ? »

André FONTAINE. *Le Monde*, 26 fév. 76.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

LE PRINTEMPS SERA-T-IL AGITE ?

C'est la question qui fut posée au camarade André Bergeron au cours d'une émission récente de la télévision. Il y répondit : « Il ne le sera pas davantage que les précédents. » Il aurait pu ajouter : il ne le sera pas moins, insistant par là sur la stabilité du terrain social sur lequel repose la politique contractuelle. En ce domaine, il est prudent de s'en tenir à des prédictions à court terme. Qu'aurait répondu André Bergeron si on lui avait posé la même question en février 1968 ?

En tout cas, de sérieuses escarmouches ont commencé dans le secteur nationalisé et dans la fonction publique. En ces premiers jours de mars, la S.N.C.F., la R.A.T.P., l'E.D.F. sont agitées, pour reprendre le mot. Ces initiales sont devenues familières, au milieu de beaucoup d'autres qui le sont moins et dont le flux nous submerge. Elles désignent des services publics essentiels. Quand les camarades qui travaillent dans ce secteur-là s'arrêtent de travailler, ce sont leurs directions désignées par le gouvernement qu'ils veulent affronter. C'est d'abord le public, le peuple qu'ils gênent. Je ne dis pas cela pour leur dénier en quoi que ce soit le droit de s'arrêter de travailler, droit sans lequel il n'y a pas de travailleurs libres. Je le dis parce que c'est un fait, une conséquence qu'on ne retrouve pas dans le secteur privé et qui fait porter aux travailleurs du secteur public une responsabilité plus grande. Ils le savent mieux que moi.

Donc chaque année, car les contrats sont généralement annuels, ils se retrouvent et nous nous retrouvons devant les mêmes problèmes. Pour le gouvernement et les directions désignées par lui, la situation non plus n'est pas nouvelle. Pourquoi faut-il qu'à chaque fois ils remettent en cause ce qui avait déjà été acquis dans les accords précédents ? André Bergeron l'a dit lui-même : le gouvernement interprète d'une façon restrictive les accords passés.

Il ne s'agit même plus aujourd'hui d'interprétation. Le gouvernement et les directions nommées par lui reviennent sur ce qui avait été admis l'année dernière. Au moment où ils affirment que « la crise » est en voie d'être surmontée, ils refusent la maigre augmentation du pouvoir d'achat qu'ils acceptaient dans l'accord de 1975. Tout au plus tolèrent-ils le maintien du pouvoir d'achat, et encore sur la base d'un indice discutable qui enregistre mal le poids réel de l'inflation. Pourquoi ne pas renouveler les accords sur la base déjà acquise qui avait permis, dans la fonction publique, la signature de F.O. et aussi de la F.E.N. (Fédération de l'Education Nationale), ce qui avait valu aux dirigeants de cette dernière la mise en accusation par sa fraction « communiste » prête à bien d'autres compromis ?

Il se pourrait donc, contrairement à ce que pense Bergeron, que ce printemps social fût plus agité que le précédent.

Dans le secteur privé, on connaît la situation : une résistance ouvrière aux licenciements, aux réductions d'horaires, aux fermetures d'usines, une résistance — c'est-à-dire une défensive — contre une offensive concertée du gros patronat qui accepte allègrement de laisser sur la route « les canard boiteux » de la petite industrie. Débarrasser le terrain des petites entreprises, hormis celles qui vous sont utiles, qui ne sont que des entreprises auxiliaires et dépendantes, et, en même temps, se soulager un tant soit peu des contraintes syndicales ouvrières, voilà un bon plan d'action immédiate pour les maîtres de l'économie, patrons et technocrates. C'est leur façon à eux de sortir de la crise. Ça n'ira pas tout seul...

Ce 26 février la société Transocéan de Brest a déposé son bilan. Elle met ainsi en péril l'emploi de quelque deux cents ouvriers et ouvrières. Il faut mettre en évidence que cette entreprise, qui fabriquait du prêt-à-porter féminin, était en 1962 établie à Paris, qu'elle avait été « décentralisée » en grande pompe pour créer des emplois à Brest et que son P.-D. G. avait proclamé son intention de porter les effectifs de ses ateliers à mille personnes !

On pourrait citer plusieurs dizaines d'exemples de ces entreprises provinciales qui disparaissent entraînant parfois des situations dramatiques pour ceux et celles qui y gagnaient leur pain, tout au plus leur bifteck. Quand ils occupent les ateliers, comme cela se produit et se prolonge actuellement dans de nombreux cas, le patron se retire et le gouvernement ne réagit pas. Il laisse pourrir, comme on dit. Cela lui tient lieu de politique sociale.

La région Rhône-Alpes est particulièrement touchée. Cette région anciennement et nouvellement industrialisée est malheureusement caractéristique de la situation générale en France : à la fin de 1975, elle enregistrait près de 75.000 demandes d'emploi non satisfaites en face de moins de 6.500 offres d'emploi. Ce sous-emploi s'étend aux huit départements de la région Rhône, Loire, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Ain, Drôme, Ardèche. Elle atteint plus particulièrement l'industrie métallurgique et le textile. L'énumération serait longue des entreprises petites et moyennes dont l'activité est réduite ou même complètement morte. Cela s'accompagne évidemment de nombreux conflits locaux et d'occupations d'usines qui durent des mois sans conclusion.

Les « gros » ne sont pas épargnés, Berliet par exemple, et Rhône-Poulenc pour son département textile-artificiel où la « restructuration » menace de supprimer quelque trois mille postes. Alors que dit M. Deminjon ? Qui est ce monsieur ? C'est le président du Groupement interprofessionnel lyonnais (représentation locale du C.N.P.F.) ; il dit : « *La situation ne se dégradera plus au cours du premier semestre 1976, mais on enregistrera certainement encore des fermetures d'usines et la résorption du chômage sera lente.* » Allons, voilà pour le moins un optimisme mesuré ! Mais comment ces nouvelles fermetures d'usines n'entraîneraient-elles pas une nouvelle « dégradation » de la situation ?

***

A cette politique patronale d'entretien du sous-emploi, qui paraît aujourd'hui très lucide et concertée, n'avons-nous à opposer que le « programme commun de gouvernement » ? A moins que nous

allions chercher nos exemples ailleurs. En Tchécoslovaquie, par exemple, en Tchécoslovaquie « normalisée ». Sur cette question, dominante aujourd'hui chez nous, des licenciements arbitraires, c'est-à-dire à la discrétion du patronat ou des directions technocratiques, ces messieurs s'y sentiraient mieux protégés. Dans « Rude Pravo » du 27 mars 1975, on peut lire : « *L'entreprise n'est obligée, à l'égard du travailleur licencié, ni de prouver qu'il est incapable d'accomplir le travail dont il avait la charge, ni de lui offrir un travail à sa convenance avant de le licencier.* » Sur la foi d'informations, ou plutôt d'affirmations répétées, nous avions cru que les licenciements, et par conséquent le chômage, n'existaient plus dans ces régimes présentés comme socialistes. Mais voilà enfin un vrai programme de gouvernement ! Un bon programme pour MM. Ceyrac, Deminjon et consorts. Par comparaison et devant tous les embêtements qu'on leur fait ici, ils ont le droit de crier que, chez nous, ils sont soumis à une véritable dictature du prolétariat !

QUAND NOUS SOMMES D'ACCORD AVEC LA C.G.C.

Cela mérite d'être souligné car, au fond, tout le monde le sait, nous ne sommes pas d'accord avec la Confédération Générale des Cadres : elle défend les inégalités ; elle le fait ouvertement au bénéfice des « cadres », fortement concurrencée sur ce point par la direction de la C.G.T. ; nous défendons non moins ouvertement l'égalité. Dans la devise républicaine, elle précède la fraternité ; elle la précède aussi dans les faits.

Cependant, sur le problème de l'emploi, son secrétaire général, M. Jean Menin, a présenté, le 17 février devant la presse, trois propositions que nous approuvons sans détour. Comme quoi, quand on discute sérieusement d'une question, il arrive que l'on tombe d'accord, malgré les oppositions de départ qui ne disparaissent pas pour autant.

Quelles sont ces trois propositions de nature à réduire le chômage ?

1° réduction de la durée du travail à quarante heures, partout, sans perte de salaire. La C.G.C. en attend le dégagement de *cent cinquante mille emplois ;*

2° abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans, de façon facultative pour tous. S'il faut en croire la C.G.C., *deux cent mille à trois cent mille emplois* seraient ainsi libérés ;

3° *création d'emplois nouveaux* par des incitations à développer les petites entreprises, par des embauches dans le « tertiaire » et dans la fonction publique, notamment à l'initiative des collectivités locales.

On n'aurait pas à chercher loin dans nos colonnes pour retrouver à peu près les mêmes propositions. Voilà une politique active de l'emploi qui ne devrait pas attendre le flux nouveau de jeunes demandeurs d'emploi à la fin de l'année scolaire 1976. Puisque ce sont les gens « sérieux » de la C.G.C., les « cadres » comme on dit dans l'armée, les auxiliaires directs de la technocratie au pouvoir, qui font ces propositions, peut-être seront-ils mieux entendus que nous, militants minoritaires du mouvement ouvrier ? Allons, messieurs les « cadres supérieurs » du régime de libéralisme avancé, nous vous attendons à pied d'œuvre !

L'HISTOIRE COMME ON LA RACONTE AUX ENFANTS

Le 26 février, Georges Marchais était l'invité d'Europe N° 1. Il inaugurait une nouvelle formule : « Une journée à Europe 1 ». Il était le premier invité, et pour une journée entière. Aussitôt après avoir laissé le micro, il n'aura pas manqué de dire que les grands moyens d'information lui sont interdits !

Mais qu'est-ce qu'il a dit, entre autres, au micro pour des milliers d'auditeurs ? Pour répondre aux attaques à peine voilées que certains congressistes de Moscou lui avaient réservées, il voulut prouver que le parti communiste français avait déjà (en 1936 !) affirmé son indépendance à l'égard de Moscou, qu'il avait eu raison contre lui et que, bientôt, l'Internationale communiste avait adopté son point de vue. Ecoutons Marchais :

« *En 1936, lorsque le P.C.F. a préconisé le Front populaire avec les socialistes et les radicaux, l'Internationale communiste était contre et avait dépêché à cet effet un représentant en France à Maurice Thorez. Maurice Thorez a répondu : « Nous sommes sûrs que le Front populaire est indispensable pour faire échec au fascisme en France, nous le ferons ». Nos camarades l'ont fait ; ensuite c'est l'Internationale communiste qui, par la voix de Georges Dimitrov, a dû reconnaître que le P.C.F. avait eu raison.* »

Il faut croire que Georges Marchais est le plus ignorant de l'histoire de son propre parti, car c'est exactement le contraire qui est vrai ! La vérité est maintenant historique: c'est l'Internationale communiste, ou plutôt son envoyé spécial en France, le camarade Fried, alias Clément, qui prépara le grand tournant de 1936, qui n'était que l'un des aspects de la nouvelle politique extérieure de Staline, un aspect provisoire d'ailleurs. Fried fut le mentor de Thorez, un mentor très quotidien et qui assistait — de nombreux témoignages en font foi — à toutes les réunions du bureau politique. C'est lui qui, au nom de l'Internationale communiste, ou plutôt de Staline, dirigeait en fait ces délibérations, c'est lui qui lança Thorez dans la politique dite de « Front populaire » qui était juste le contraire de celle à laquelle Thorez avait obéi jusque-là. Tout au plus peut-on admettre que Maurice Thorez se trouva plus à l'aise dans cette nouvelle politique que dans celle qu'il venait à peine d'abandonner et qui, celle-là aussi, lui était dictée par l'Internationale communiste, ou ce qu'on appelait encore de ce nom, qui n'était qu'une enseigne dégradée sur « la boutique » de Staline.

Il semble bien que Georges Marchais prenne maintenant ses aises et ses distances dans ses rapports avec les vieux dirigeants de l'U.R.S.S., ou alors la comédie est très bien jouée. Ne va-t-il pas jusqu'à les incriminer « d'opportunisme », retournant le compliment ?

Mais quand nous l'entendons prendre des libertés plus grandes encore avec l'histoire authentique, nous sommes de moins en moins disposés à le croire sur parole.

LE PHENOMENE DES PERMANENTS INTERCHANGEABLES

Pour que nous commencions à être mieux disposés à l'écouter, il faudrait que nous constations des changements dans la « démocratie » très spéciale qui demeure bien établie, non seulement à l'intérieur du P.C.F. (ce qui ne nous regarde pas) mais dans tout le mouvement ouvrier où il prétend exercer une dictature de fait, dans les syndicats contrôlés par lui où « le rôle dirigeant du parti » est de plus en plus marqué et évident.

Un exemple : on nous a informés, il y a quelque temps, qu'un secrétaire de la fédération C.G.T. des métaux, Halbeher, venait d'être « muté » à la direction des cellules communistes de la Régie Renault. Le plus drôle, c'est que certains des journalistes « sociaux » qui nous ont donné cette information ont l'air de trouver ça tout naturel ! Il en est de même qui nous expliquent que

c'est en somme un échange de bons procédés, que souvent le parti « envoie » un de ses permanents à la direction d'une organisation syndicale. Ce sont ces mêmes journalistes qui, en dénombrant deux socialistes dans le bureau confédéral, voudront en déduire que la direction de la C.G.T. n'est pas à la discrétion du P.C.F. !

Voyons : ce camarade Halbeher, il avait bien été « élu » secrétaire de la Fédération des Métaux, c'est-à-dire que les syndiqués, supposés électeurs, étaient en droit de le retrouver, à la fin de son mandat, dans les fonctions où ils l'avaient, parait-il, désigné. Eh bien, ils retrouveront une autre direction, de composition différente ! Un de ses membres aura été envoyé à des tâches estimées plus importantes par l'appareil du P.C.F. qui l'avait déjà, en fait, « expédié » hier à la tête d'une organisation prétendue syndicale.

La réciproque est vraie : on a vu des secrétaires de fédérations départementales du P.C.F. « mutés » sans autre forme de procès à la direction d'un syndicat sans que les syndiqués y soient pour quelque chose (il est vrai que les membres du parti qui avaient « élu » leur secrétaire n'étaient pas davantage consultés, mais cela ne nous regarde pas). Les uns et les autres auront un autre secrétaire tout simplement, mais issu de la même source.

Dans son important et consciencieux ouvrage sur « Maurice Thorez », le camarade Philippe Robrieux nous raconte un cas de ce genre : il s'agit de Bernard Jourdhui, un militant pour lequel l'auteur garde manifestement de l'admiration. Ce Bernard Jourdhui était alors secrétaire de la Fédération parisienne du P.C.F. Un beau matin, il se retrouva secrétaire de l'Union régionale des syndicats C.G.T., en dehors de tout congrès de ladite organisation. On ne sait pas si cette mutation lui fut favorable.

Ce n'est qu'un cas entre plusieurs. Les permanents de l'appareil du P.C.F. sont montés sur roulettes, ils sont aussi interchangeables que, pour le compte des grandes administrations et des grands monopoles, le sont les technocrates qui sont actuellement à la tête des « affaires ». Et avec le même souci démocratique !

Tant que ce comportement dans le mouvement ouvrier n'aura pas cessé d'être une tradition, nous aurons le devoir de le dénoncer et de le combattre, en dépit de toutes les proclamations démocratiques.

R. GUILLORE.

Informations syndicales

GREVE CHEZ DANONE S.A. A MADRID

L'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation nous communique :

Depuis le 24 février, les travailleurs de Danone S.A. à Madrid, filiale de la multinationale B.S.N.-Gervais Danone, sont en grève. Celle-ci a été déclenchée à la suite du refus de la direction madrilène d'accorder aux travailleurs un contrat collectif d'entreprise, alors qu'un tel contrat existe déjà à Barcelone.

Le 27 février, le personnel refusant de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction, 24 travailleurs (dont sept responsables syndicaux) des entrepôts de la compagnie à Leganes, ont été congédiés. Ce même jour la police est intervenue pour évacuer l'usine, qui avait été occupée par les ouvriers en grève. Le 29 février, six autres travailleurs étaient licenciés. La direction engage des temporaires auxquels elle offre, par voie d'annonces dans les journaux, des salaires plus élevés que ceux qu'elle était prête à accorder aux vendeurs permanents.

A la suite de ces congédiements et de l'intervention des forces de répression, 200 travailleurs se sont enfermés dans une église de Madrid en signe de protestation. Au total, la grève a atteint 500 travailleurs à Madrid. Dans d'autres villes, dans lesquelles se trouvent aussi des entreprises appartenant à Danone, des mouvements de solidarité, sous diverses formes, pourraient également se déclencher.

Le 2 mars l'entreprise s'est refusée à recevoir une délégation des travailleurs, en leur signifiant qu'elle n'avait rien à discuter avec eux et qu'ils n'avaient qu'à formuler leurs revendications par écrit. D'autre part, la direction se livre à des mesures d'intimidation et à des menaces auprès des familles des travailleurs en grève, en convoquant ceux-ci individuellement pour essayer de briser le mouvement.

L'EVOLUTION DU CHOMAGE

André BERGERON, Secrétaire Général de FORCE OUVRIERE et Président du Conseil d'Administration de l'Assurance Chômage, a indiqué que le nombre des chômeurs indemnisés, toutes catégories réunies, était passé de 449.400 fin décembre 1975 à 464.600 à la fin janvier 1976. L'augmentation a donc été de 15.200.

Le Secrétaire Général de FORCE OUVRIERE a, par ailleurs, constaté que le nombre des premiers paiements d'allocations qui avait augmenté de 11.720 en décembre avait diminué de 8.000 en janvier.

André BERGERON a indiqué que le nombre des bénéficiaires de la garantie de salaire pendant un an avait été de 111.800 fin janvier soit 3.600 de plus que fin décembre 1975.

LA RÉUNION DE NOS ABONNÉS

Celle-ci s'est tenue le 6 mars comme prévu, en présence de plusieurs dizaines d'abonnés. Ils étaient, pour la plupart, de la région parisienne. Plusieurs camarades de province avaient envoyé des lettres d'excuse.

Malfatti fut désigné comme président. Il donna tout de suite la parole à **Guilloré** pour un court rapport sur l'état de la « R.P. ». Celui-ci eut un ton nettement pessimiste. Les difficultés matérielles sont de plus en plus lourdes, alors que la courbe de nos abonnés est descendante. Le principal défaut de notre revue est qu'elle soit faite surtout par des retraités, des camarades qui se trouvent donc en dehors de la lutte quotidienne.

Pour surmonter les difficultés immédiates, plusieurs propositions ont été faites : parution bimestrielle, changement d'impression, augmentation du prix de l'abonnement.

La discussion commença par les interventions de **Simon** et de **Sadik** qui parlèrent surtout de ces questions pratiques. Les autres intervenants mirent en avant le contenu actuel de la « R.P. », ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être. Le contenu de la revue conditionne les questions pratiques.

Nous avons entendu, dans cet esprit, les camarades **Giraud, Hagnauer, Hervé, Lemire, Rœssel, Moreau, Bureau, Gallienne, Roger, Body, Deruest, Paz, Bardin.**

Deruest (de Bruxelles), en commentant plusieurs « Entre-Nous » successifs, a cru déceler un malaise dans l'équipe rédactionnelle et « cuisinière ». **Maurice Paz** juge la « R.P. » irremplaçable ; cependant, contrairement à ce qu'ont dit la plupart des camarades, il pense qu'il ne faut pas augmenter le prix de l'abonnement. **Body** fit une intervention chaleureuse à son habitude ; il proposa un débat sur « syndicalisme et coopération ».

Guilloré a résumé le débat : il a été plein d'intérêt et il a été utile : si le rapport sur l'état de la « R.P. » était fait maintenant, il serait plus optimiste que celui qui a été présenté au début de la réunion.

Nous manquons encore plus d'hommes que d'argent. Chaque camarade doit faire preuve d'initiative pratique, réaliser lui-même ce qu'il propose.

Au sujet du contenu de la « R.P. », **Bardin** a posé la question : notre revue doit-elle être un instrument pour le combat quotidien, ou bien un moyen d'expression d'un courant de pensée qui veut laisser sa marque dans l'histoire du mouvement ouvrier. Guilloré pense qu'il ne faut pas dire **ou** mais qu'il faut dire **et.** La « R.P. » doit être les deux à la fois.

— A - b - â - t - o - n - s — r - o - m - p - u - s —

LES AVATARS DE LA DECOLONISATION. — Loyada. Je revois ce village, à la frontière de ce que l'on appelait alors « Côte française des Somalis ». Un poste de police tout blanc, et, au-delà, au bord de la mer, une petite palmeraie, non de dattiers (on n'en trouve pas dans cette partie de l'Afrique), mais de palmiers-doums, aux fruits immangeables. Sur ces arbres, des nids de tisserins, jolis oiseaux jaunes, fort nombreux dans la région. Un peu plus loin commençait le territoire de la République de Somalie.

C'est là que s'est produit le drame qui a coûté la vie à deux petites filles parmi les trente enfants emmenés comme otages en autocar par des Somalis qui réclament l'indépendance de leur pays sans condition.

Ces derniers, qui ont été victimes de leur action, sont responsables, certes. Quelle que soit la justesse de leur cause, en dépit des ratissages et des brutalités militaires, ils n'auraient pas dû mettre en danger la vie d'enfants innocents. Mais ils ne sont pas seuls coupables. Et l'on ne sait pas très bien d'où sont parties les balles qui ont frappé les enfants, les constatations des journalistes ayant par la suite examiné le car étant en contradiction avec les affirmations des militaires. Avant tout, ceci est la conséquence de la situation impossible dans laquelle s'est mis le gouvernement français en T.F.A.I. L'indépendance est devenue inévitable, mais on veut conserver à la tête du nouvel Etat Ali Aref, qui tant qu'il a pu s'y est opposé. Somalis et Afars ralliés ne veulent pas de lui, et réclament le retrait pur et simple des troupes françaises.

Malheureusement, la République de Somalie voisine se mêle trop de la question. Si elle déclarait formellement qu'elle ne convoite pas le territoire, mais laissera la population décider de son sort, la situation se trouverait clarifiée. Il n'en est rien, et l'Ethiopie voisine manifeste son inquiétude.

Sera-t-il dit que chaque étape de la décolonisation amènera des troubles et du sang versé ?

L'indépendance des Comores aurait pu s'accomplir sans accrocs, s'il n'y avait pas la question de Mayotte. Cette île vient d'affirmer par un vote sa volonté de rester française. Mais n'est-il pas curieux que le résultat de ce second vote soit bien différent de celui du premier ? Lors du référendum de l'ensemble des Comores, 65 % des habitants de Mayotte avaient voté contre l'indépendance, 35 % pour. Cette fois, ce sont 99,4 % des votants qui se sont prononcés pour la France, alors que le nombre des abstentions a diminué. N'est-ce pas étrange ? Ou bien un résultat de ce genre ne doit-il être critiqué que lorsqu'il se produit au-delà du rideau de fer ?

Mais ce n'est pas seulement dans les anciennes colonies françaises que la décolonisation est difficile. Je me suis trop vite réjoui, le mois dernier, de l'ouverture de pourparlers au sujet du Sahara ex-espagnol. On sait qu'ils n'ont donné aucun résultat, et que le Maroc poursuit sa politique du fait accompli, tandis que le Front Polisario a proclamé une République Saharaouie. Rien n'est réglé, malgré l'intervention de la Ligue arabe.

Au contraire en Angola, le M.P.L.A. semble avoir remporté la victoire, et il est reconnu par de nombreux pays. Il a été aidé dans sa lutte par l'U.R.S.S. et par Cuba, mais les partis adverses avaient aussi reçu une aide extérieure, de l'Afrique du Sud, du Zaïre et, par ce dernier, des Etats-Unis. Le triomphe du M.P.L.A. s'explique non seulement par l'aide étrangère, mais aussi par le dynamisme que provoque l'idée du socialisme, même si elle est confuse, même si elle s'appuie sur des forces qui n'ont plus de socialiste que le nom.

*

QUE PENSER DE LA PEINE DE MORT ? — Un crime particulièrement odieux, le meurtre d'un enfant enlevé dans le but d'obtenir une rançon, a fait rebondir le débat sur la peine de mort. En majorité, c'est un fait, les Français sont favorables à son maintien. Mais si l'on guillotine l'assassin, en quoi la question aura-t-elle avancé ? Dissuasion ? On sait que dans les pays où l'on a supprimé la peine de mort, le nombre de crimes n'a pas augmenté. Vengeance ? A quoi bon. Il faut se borner à empêcher le criminel de recommencer. Lui aussi est victime de son hérédité, de son éducation, des influences subies. Le criminel est-il responsable, ou déterminé par des causes multiples ? Le temps viendra, j'espère, où l'idée de la peine de mort provoquera une horreur semblable à celle que nous éprouvons aujourd'hui à l'égard des bûchers du Moyen Age.

En tout cas, c'est à la justice de prendre une décision, et non à des ministres d'essayer de faire pression sur elle en indiquant ostensiblement ce qu'ils en pensent.

Et la violence révolutionnaire ? C'est une autre question. Une révolution menacée doit vaincre à tout prix, sinon c'est contre elle que la violence se déchaînera, comme nous venons de le voir au Chili, et, dans une moindre mesure, au Portugal.

*

LE SYNDICALISME SUFFIT-IL ? — Nous sommes tous d'accord sur la nécessité de l'action syndicale, et de l'indépendance du syndicalisme à l'égard de quelque gouvernement que ce soit.

Mais le syndicalisme est-il un instrument suffisant de l'émancipation sociale ? Autrement dit, peut-on espérer faire la révolution au moyen des seuls syndicats, en dédaignant la lutte politique ? Ceci, je ne le pense pas du tout. Il faut d'ailleurs bien constater que, même en France où existe une vieille tradition d'indépendance syndicale, les partis exercent une influence certaine, bien qu'occulte, sur les centrales syndicales, influence d'un seul parti à la C.G.T., de plusieurs dans les autres. Les centrales sont de même nature que les partis et ne valent pas mieux qu'eux. De plus, ne groupant ses membres que sur une base professionnelle, le Syndicat n'est armé efficacement que pour une lutte revendicative et non pour une transformation radicale de la société. Cette transformation ne peut se faire petit à petit, en grignotant tout doucement le pouvoir capitaliste. La lutte politique est nécessaire, car quels que soient les avantages obtenus par la lutte syndicale, ils pourront être demain remis en cause par un gouvernement réactionnaire, ou par un autre qui se prétendra « de gauche » mais subira la pression du patronat dans une situation économique difficile. Nous ne pouvons donc pas nous désintéresser de la lutte politique et, puisque nous n'avons pas confiance dans les grands partis qui se réclament de la classe ouvrière, le mieux est d'encourager les petits mouvements d'extrême-gauche anti-staliniens à mettre fin à leurs querelles trop souvent byzantines, à leur sectarisme impuissant, et à les pousser à s'unir afin de constituer un pôle d'attraction capable de mener la lutte pour le socialisme. Quel socialisme ? demande-t-on. Mais il existe toute une littérature des penseurs socialistes, il faudrait l'étudier plus qu'on ne paraît le faire. Sans doute conviendrait-il de repenser la doctrine à la lueur des événements de ce siècle : des ouvrages importants ont paru à ce sujet. On attend encore le théoricien capable de faire une révision générale valable. Mais il ne faut pas remettre à plus tard la lutte nécessaire contre le régime d'exploitation capitaliste, sinon les conditions objectives de la révolution socialiste pourrirront, et on ne pourra plus rien espérer.

*

CROYEZ-VOUS AU DIABLE ? — On a beaucoup parlé, ces temps derniers, de la secte de Moon, venue de la

Corée du Sud, et dont les dirigeants attirent à eux des jeunes, façonnent leur esprit à l'aide d'un lavage de cerveau intensif, les font travailler sans les payer, ce qui leur procure, pour leur propagande, des ressources confortables. Ces gens sont violemment anticommunistes, et aux Etats-Unis, ils sont intervenus dans l'affaire de Watergate pour soutenir Nixon, considéré par eux comme le Président le plus capable de mener la lutte contre le communisme. Pour eux, la question est claire : le Communisme, c'est le Diable, qui s'efforce de l'emporter et d'arracher le monde à l'influence de Dieu. Voici un bel exemple de manichéisme !

Or, quand je lis ce que certains camarades écrivent, j'ai l'impression qu'eux aussi considèrent les communistes comme des démons venus de l'Enfer pour organiser la conquête du monde. C'est pourquoi je leur pose la question : « Croyez-vous au Diable ? ». Si oui, alors inutile de discuter.

Dans le cas contraire, ils doivent bien admettre que les communistes sont des hommes de même nature que les autres, et qu'il faut expliquer sereinement leur attitude, contre laquelle nous avons beaucoup à dire.

Tout d'abord, constatons que fréquemment des communistes s'éloignent du mouvement dont ils font partie, et qu'alors ils se rapprochent très vite des oppositionnels qu'ils ont combattus. Tels ont été les cas, parmi beaucoup d'autres, d'Imre Nagy et Paul Maleter en Hongrie en 1956, de Dubcek et Jiri Pelikan en Tchécoslovaquie en 1968. Pour que la position des communistes rejoigne la nôtre, au sujet du totalitarisme en particulier, il suffit d'une mutation que les événements se chargent fréquemment de provoquer. Mais au lieu de cas limités, il faudrait un mouvement général embrasant les pays de l'est et en premier lieu l'U.R.S.S. d'où s'élèvent maintenant des voix contestataires, encore trop isolées.

Individuellement, nous ne pouvons pas grand-chose au sujet de l'évolution de l'U.R.S.S. Nous ne pouvons que manifester notre réprobation devant les cas de répression qui s'y produisent. Mais de quoi vient cette répression ? Je ne dirai pas « de l'idéologie », comme le fait Soljenitsyne, mais du fanatisme. Les communistes vivent, comme tous les fanatiques, dans une atmosphère irréelle qu'ils se sont créée, en partie tout au moins. Ils se voient encerclés, entourés par un monde qui s'acharne à détruire le « socialisme », dont ils se considèrent comme les gardiens, et toute tentative de libéralisation leur paraît une manifestation de cette volonté de rétablir le capitalisme chez eux, même lorsqu'il n'en est rien. Eux aussi sont manichéens, dans le sens inverse de la secte de Moon. C'est pourquoi, au risque de faire encore grincer des dents, j'exprime l'opinion que parmi les gouvernements des pays de l'ouest, celui qui a pu et peut encore avoir la meilleure influence sur l'évolution de la situation en U.R.S.S., c'est le gouvernement français, depuis de Gaulle. Le gaullisme, voici encore une bête noire des mêmes camarades. Je n'en prends certes pas la défense en tant que système. Il est une forme de l'idéologie bourgeoise, et comme tel nous est étranger, et hostile. Mais quand, pour des raisons différentes des nôtres, il refuse d'épouser le point de vue des partisans de l'opposition systématique aux pays de l'Est, quand il montre à l'U.R.S.S. qu'il est prêt à la considérer comme n'importe quel autre Etat, et à collaborer avec elle, il fait plus qu'aucun autre pour le dégel de la situation. Et il est excellent que cette politique soit menée par un gouvernement bourgeois, opposé au P.C. sur le plan intérieur. Et si certains contestataires soviétiques ont pu émigrer, je pense que le fait est dû beaucoup plus à l'attitude du gouvernement français qu'à l'opposition systématique pratiquée par d'autres pays.

Je n'approuve pas pour autant l'attitude d'un épigone du gaullisme comme Chirac, quand il invite implicitement Pliouchtch à cesser de critiquer le régime de son pays d'origine. L'attitude positive du gouvernement français ne doit pas être accompagnée d'une restriction du droit de critique pour qui que ce soit.

Bref, considérer les communistes russes, ou autres, non comme des diables mais comme des hommes aveuglés par le fanatisme et susceptibles d'évolution, telle est la solution pour tous ceux qui refusent de pratiquer un manichéisme contre l'autre. En dehors de cette solution, il n'y a d'autre perspective que de se résigner à accepter la guerre entre les deux mondes, et de se rallier à l'un d'eux. Pour ma part, je m'y refuse absolument.

*

SUR L'ECOLE EMANCIPEE. — Ayant récemment critiqué l'Ecole Emancipée, je ne puis manquer de signaler l'intérêt du n° 10, du 10 février 1976. On y trouve de nombreux articles passionnants. Je ne puis tous les citer. Notons parmi eux les nouvelles de Papinski, exclu de l'enseignement pour avoir contesté l'Inspection générale, et qui vient de mener une très longue grève de la faim ; une critique des positions de l'Ecole Libératrice par Desachy ; des articles sur l'armée ; l'école (c'est dans ce dernier qu'on trouve un peu de l'ultra-gauchisme que j'ai critiqué) ; des récits émouvants du malheur de deux jeunes mères célibataires, l'une de France, l'autre du Portugal. L'Ecole Emancipée cette fois me semble sur la bonne voie.

*

LA GUERRE DE LA MORUE. — J'ai reçu deux bulletins, ou tracts, de la « Fédération des Anationalistes Interlinguistes », à la suite de ce que j'ai écrit sur « Internationalisme et Anationalisme ». Le groupe, qui a publié ces textes, a un point de vue opposé au mien sur la question, puisqu'il préconise l'anationalisme. C'est son droit. Mais parmi les exemples qu'il donne de nationalisme qui devrait, selon lui, être combattu par l'anationalisme, il en cite un qui me paraît mal choisi : « Les pêcheurs anglais et islandais se disputent la mer du Nord. » Comment cette question se présente-t-elle concrètement ?

Les Islandais, petit peuple (ils sont environ 200.000), vivent presqu'exclusivement de la pêche, celle de la morue en particulier. Or, ce poisson se fait plus rare, et, comme de nombreuses espèces animales aquatiques ou terrestres, il est menacé de disparition si l'on continue de le détruire sans discernement. Les Islandais ont donc élargi considérablement la limite de leurs eaux territoriales afin de mettre un terme à la concurrence des pêcheurs britanniques. Nationalisme ? Plutôt lutte pour la vie. L'argument nationaliste ne vient qu'après.

Apporter à la question une solution anationaliste aboutit à ceci ; la mer appartenant à tout le monde, les pêcheurs britanniques ont autant de droit à la morue qui nage autour de l'Islande que les Islandais eux-mêmes. Résultat : Avant la fin du siècle, il n'y aura plus de morues pour personne.

La solution nationaliste ne vaut certes pas mieux : chacun pour soi, Islandais et Britanniques se livrent la « guerre de la morue », prenant des mesures les uns contre les autres. Même résultat final.

Reste la solution internationaliste. Elle consiste en un examen objectif de la question, et s'il s'avère impossible de contenter tout le monde, on adopte la ligne de conduite la plus conforme aux intérêts de l'humanité, c'est-à-dire, à mon avis, celle que préconise l'Islande, les Britanniques ayant davantage de moyens de reconvertir leurs pêcheurs, si pénible que ce soit pour ces derniers. En toute chose, il faut considérer la fin, et ne pas se laisser guider par des principes abstraits, si généreux soient-ils.

Jacques GALLIENNE.

ENRICO BERLINGUER ET L'« EUROCOMMUNISME »

Togliatti, quelque temps avant sa mort, survenue en 1964, avait inventé le « polycentrisme », nouvelle façon, pensait-il, de définir les rapports des différents partis communistes avec Moscou. Ceux-ci n'auraient plus à prendre le mot d'ordre au Kremlin, chacun devant constituer un « centre », qui se régirait librement, à l'imitation du Parti communiste italien, parti-pilote dans le domaine !

Le mot n'avait pas connu grande fortune non plus que la chose, en tout cas hors de la péninsule. Les communistes français, dans leur stalinisme incurable, s'en étaient même effrayés plus que d'autres, alors que l'affaire n'était encore que clause de style et qu'il y avait peu d'apparence qu'elle tirât jamais à conséquence, Moscou n'apparaissant pas d'humeur à relâcher son étreinte.

Mais voici que les perplexités recommencent, Berlinguer relançant le défunt « polycentrisme » sous un nouveau vocable l' « eurocommunisme », dont on ne sait encore s'il connaitra une longévité plus grande que son prédécesseur.

Seul jusqu'à maintenant, Santiago Carrillo, le leader espagnol, l'a adopté d'enthousiasme, mais que n'adopterait-il pas pour faire croire qu'on compte avec lui quelque part !

Pour ce qui est du P.C.F., malgré les allures de tranchemontagne affectées depuis peu, on est demeuré réticent. Peut-être que dans la comédie d'indépendance qu'on a été admis à jouer n'a-t-on pas reçu licence d'aller jusqu'à l' « eurocommunisme » ? Il est vrai aussi que tout ce qui vient d'outremonts a toujours paru suspect aux gens de la place du Colonel-Fabien, quelque aient pu être les effusions à grand spectacle dont les partis « frères » aient souvent entouré leurs rencontres officielles ! Sans doute Marchais a-t-il hérité aussi de la vieille défiance que Thorez portait à Togliatti, et Berlinguer continue-t-il d'en percevoir les arrérages !

En tout cas, une chose a été symptomatique, que n'a pas manqué de relever la presse italienne : le peu de place que l'*Humanité* a consacrée à l'intervention de Berlinguer au récent congrès de Moscou, contrairement à ce qui s'est passé partout ailleurs, où le discours a fait événement. Pourtant l'occasion était belle d'exploiter le fossé qui paraissait se creuser là-bas. Au lieu de cela, un escamotage à peu près complet, qui ne peut être dû à l'inadvertance, l'habitude n'étant pas dans la maison de laisser les choses sérieuses à l'appréciation du petit personnel !

Peut-être a-t-on fait réflexion sur le fait que Souslov, à ce que rapporte le *Corriere della Sera*, serait allé jusqu'à menacer Berlinguer d'excommunication et qu'il y avait donc urgence à savoir jusqu'où on pouvait aller trop loin !

Au-delà des nuances qui pourraient diviser encore communistes français et italiens, un problème plus sérieux se pose aux spécialistes du monde communiste : quelle part la connivence et l'orchestration ont-elles pu avoir dans les derniers événements, en particulier dans la mutation brusque dont le parti français a prétendu nous donner le spectacle ?

Convenons que nos vieilles préventions, que tant de fois l'événement confirma, nous inclinent à croire à une totale imposture, qui n'a pu se produire qu'avec l'agrément, sinon même à l'instigation de Moscou, mais certains veulent douter que les choses soient aussi simples et croient que cela atteste des remous encore indiscernables de l'extérieur. Nous pensons que c'est là se promettre beaucoup. En tout cas, des remous qui auraient amené Marchais à reprendre la vieille formule du duc d'Orléans, « héritier des 40 rois qui en mille ans firent la France », ainsi que le proclamait la manchette quotidienne de l'*Action française* : « *Tout ce qui est national est nôtre* », ne laisseraient présager rien de bon.

Venons-en au cas Berlinguer, qui ne peut être mesuré à la même aune, bien que les deux hommes soient placés souvent sur le même plan.

Berlinguer n'est pas un produit spécifique du Komintern. Il fait carrière dans le Parti communiste italien, et sans doute parcourra-t-il plus de chemin que Togliatti lui-même n'en a fait dans l'escalade du pouvoir et des « honneurs », mais il aurait pu tout aussi commodément faire carrière ailleurs, une carrière peut-être moins éclatante mais tout aussi assurée.

Cela de par sa seule naissance dans une riche famille sarde, anoblie depuis le temps de la domination espagnole, qui s'exerça dans l'île, jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle. D'ailleurs le nom de Berlinguer se suffit pour attester une telle filiation, il sonne plus ibérique qu'italien. Des annuaires, qu'on publie périodiquement à Rome et qui tiennent lieu de Gotha local, mentionnent encore les Berlinguer comme marquis authentiques. Consignons le fait par simple souci de la vérité historique sans en faire une machine de guerre. Il n'a rien pu à sa naissance, pas plus que Kropotkine, qui était né prince. Détail singulier, c'est par la lecture de Bakounine que Berlinguer adolescent aurait commencé ses classes révolutionnaires. C'est lui-même qui a révélé le fait, bien qu'il ne soit guère prodigue de confidences, de l'avis général.

C'est trop peu de dire que Berlinguer est Sarde, il est aussi de Sassari, ville d'élection de la grande bourgeoisie insulaire et haut-lieu intellectuel. L'infortuné Gramsci, Sarde aussi mais à demi, et par sa mère, n'était que des environs de Cagliari, ville du Sud, un peu décriée et qui ne fut jamais que de petit peuple, de *populo minuto* comme on dit là-bas, en tout cas sans de vieilles dynasties bourgeoises ou féodales, qui font l'orgueil Sassari. Cette distinction entre les deux grandes villes de Sardaigne n'est pas inutile et Elisée Reclus, observateur sans préjugés, l'a fait déjà au tome de l'*Europe méridionale* de sa Géographie, en notant la suprématie que s'est accordée toujours la hautaine aristocratie sassarese sur le restant de l'île.

Ce lignage n'a pu qu'avantager Berlinguer dans les milieux politiques de la capitale, où les originaires de Sassari se pressent nombreux dans les avenues du pouvoir. Beaucoup qui ont compté depuis l'avènement de la République étaient d'ailleurs de ses proches parents. Ainsi Antoine Segni, qui occupa le Quirinal (Présidence de la République) y représentant la Démocratie chrétienne et Cossiga qui vient d'être nommé, il y a une huitaine, ministre de l'Intérieur par Aldo Moro, sans doute en considération de toutes sortes de mérites, mais dont le moindre n'est peut-être pas celui d'être le cousin de Berlinguer, cousinage fort amiable et même fort aimable et qui pourrait n'être pas négligeable par ces temps de « compromis historique » !

Au départ d'ailleurs, sans nul secours de personne, Berlinguer pouvait se soutenir du seul nom de son père, longtemps député socialiste et même un de ceux qui se replièrent sur l'Aventin, au lendemain de l'assassinat de Matteotti, pour faire à Mussolini une opposition dérisoire mais suffisante à procurer bien des malheurs à ceux qui s'y étaient risqués.

Né à l'avènement du fascisme, Enrico Berlinguer eut une jeunesse sans histoire dans sa Sardaigne originaire. Il n'est mêlé en rien à des mouvements proches du régime mussolinien, où son nom ferait plutôt repoussoir. Ce n'est pas le cas de beaucoup de futurs chefs communistes qui, déjà avides de parvenir, amorcent un début de *carrière* dans les G.U.F. (Groupes universitaires fascistes) et qui s'affrontent dans le « Littorio », sorte de

Concours général annuel, au travers duquel Mussolini entend sélectionner une « élite » qui servira plus tard le Parti et l'Etat fascistes. Pietro Ingrao, Mario Alicata, que Togliatti distinguera plus tard et agrégera à sa clientèle débuteront par cette voie. « Disgrâce » d'ailleurs qui est commune à de nombreux hommes d'Etat actuels de l'Italie, les G.U.F., ayant servi également de pépinière aussi bien à la Démocratie chrétienne qu'au Parti socialiste.

Au-delà de l'appartenance aux G.U.F., des chefs communistes viendront même, tel David Lajolo, des « Chemises noires » qui combattirent à Guadalajara contre les républicains espagnols !

Berlinguer, lui, par son âge peut-être, en tout cas par son nom, restera indemne de tels commencements. Point même ne lui sera besoin d'exciper d'une « résistance » de dernière heure plus ou mois fanfaronne pour se dédouaner. Disponible à tous égards, plutôt que de rejoindre le vieux parti socialiste paternel, qui se reformait avec Nenni et Saragat, c'est au Parti communiste, celui qui faisait cortège à Badoglio et Victor-Emmanuel sur l'ordre de Staline, Togliatti n'étant ici qu'un prête-nom, qu'il trouvera l'apaisement de ses premières inquiétudes. Homme d'ordre né, le choix allait de soi. Très tôt, Togliatti s'attachait et élevait ce jeune homme froid, taciturne, appliqué, en un mot cet autre lui-même ! Dans un pays et un parti de discoureurs et de volubiles, Berlinguer, sans effort, avait trouvé le moyen de plaire au « Migliore » (au Meilleur), ainsi qu'il est de mode de désigner le divin Palmiro chez les Italiens.

Le laconisme de Berlinguer est si célèbre qu'un mot court les Boutiques-Obscures (le siège du Parti communiste italien à Rome), « *Il Sardo-Muto* », le Sarde-Muet !

De 1943 à 1944, Berlinguer gravira allègrement tous les échelons du *cursus honorum* du militant promis à de hautes destinées. Trop rapidement même, au gré d'un autre leader communiste, celui-là de la génération antérieure, sans être de la toute première, celle du congrès de Livourne, Gian Carlo Pajetta, toujours sur la brèche et même dans l'état-major actuel de Berlinguer, mais probablement à titre décoratif, sinon de « neutralisation » ! Ce Pajetta résumera la marche triomphale de l'actuel leader de son Parti d'une boutade qui fait toujours la joie de l'Italie politique : « *Berlinguer s'est inscrit jeune à la Direction du Parti !* ».

Pourtant, quand le « Meilleur » disparaîtra en 1964, Berlinguer n'aura pas encore atteint le degré ultime avant le trône, et un interrègne s'instituera, celui de Longo.

Ernest Longo, survivant lui de la génération de Livourne et vieux briscard du Komintern, pour lequel il avait assumé toutes les tâches, et parmi les moins reluisantes, avait été promu à l'ancienneté, et comme une fiche de consolation pour toutes les avanies que Togliatti qui ne l'aimait pas — mésestime qu'il lui rendait bien —, lui avait fait éprouver sa vie durant ! Stalinien coriace et inextirpable, il avait même, depuis 1944, contrarié les manœuvres du « Meilleur » chaque fois que celui-ci, se sentant chaque jour un peu plus sûr de son fief italien, avait tenté, non pas de rompre le joug soviétique mais de l'alléger. C'est un fait, en effet, que Togliatti avait bu toutes les hontes de la coupe stalinienne mais qu'il les connaissait bien comme telles et qu'à certaines heures il en demeurait bourrelé, à la différence d'instruments aussi dociles que Longo et son acolyte Secchia, épanouis dans leur servitude aussi béatement qu'un Maurice Thorez !

La succession de Longo, ouverte quand celui-ci sera au seuil de la septantaine, provoquera bien des grincements de dents, parmi ceux de la vieille garde, qui auraient pu penser être couronnés. Au nombre de ceux-là, Giorgio Amendola et Gian Carlo Pajetta, tous les deux de la levée de 1924-1925 approximativement. Amendola, tout comme Berlinguer, avait l'avantage d'un nom déjà inscrit dans les fastes de la politique italienne, et le sien d'une façon particulièrement tragique. Son père, Giovanni Amendola, un des opposants aussi de l'Aventin, monarchiste libéral et ancien ministre de Victor-Emmanuel, avait été assassiné par une squadra fasciste, d'une manière assez voisine de celle dont Matteotti avait péri. Tel avait été le lever de rideau de la vie politique du jeune Amendola, qui s'était jeté tout de suite dans le communisme comme dans la voie la plus sûre à assouvir son légitime ressentiment. D'où avait résulté pour lui une vie immédiate d'embûches, de poursuites et d'exil. En Tunisie, à Paris, à Marseille, il mènera la lutte clandestine avant la guerre et aussi pendant l'occupation jusqu'en 1943 où il pourra rejoindre Rome, toujours clandestin, pour renouer les fils encore subsistants du vieux parti et en assumer la direction, Longo et Secchia n'ayant pas encore quitté les pénitenciers mussoliniens et le « Meilleur » n'étant pas encore revenu de Russie, avec les instructions de Staline en poche !

Gian Carlo Pajetta, autre compétiteur possible pour le secrétariat, pouvait prétendre aussi à poser en vieux lion couvert de blessures, bien que jeune encore. Dès sa quinzième année, en effet, il avait connu la détention pour avoir distribué la littérature illégale du Parti, à Milan, et libéré après plusieurs années, il s'était rouvert promptement les portes de la prison pour de nouveaux délits antifascistes, et il aurait couru risque d'y demeurer jusqu'à la fin du fascisme s'il n'avait pris aussi un jour le chemin de Paris. Chevronné il l'était encore, pour la part qu'il avait prise dans les luttes partisanes de la Haute Italie, après l'armistice de septembre 1943, qui avait marqué la rupture franche de l'Italie badoglienne avec l'Allemagne hitlérienne. Casse-cou et aventureux et même peut-être un des rares du Parti dans le genre, il avait encore montré son audace en juillet 1948, quand au jour de l'attentat fameux contre Togliatti, il avait semblé que l'Italie allait connaitre un nouveau temps de troubles. Pour son compte, Pajetta, qui régnait en Lombardie, avait de son propre chef saisi la préfecture de Milan et menaçait de pousser l'affaire à fond, cela contre le gré de l'état-major communiste romain et même au grand dam de Togliatti qui, de son lit d'hôpital, ne cessait d'adjurer ses troupes au calme !

Pajetta tout autant qu'Amendola, sans doute d'une personnalité trop accentuée tous les deux, n'avait jamais eu la faveur pleine de Togliatti, qui n'aimait pas qu'on lui portât ombrage par quelque mérite qu'il n'aurait pas eu lui-même. Et tous les deux, sous des aspects différents, il est vrai, avaient été au fort des luttes de 43-44, tare rédhibitoire aux yeux du « Migliore », aussi mal disposé en l'occurrence à l'égard de ceux qui avaient été « sur le tas » que Thorez le fut en France à l'égard de Tillon ou de Lecœur, pour des raisons identiques ! L'extraordinaire est que Longo, s'il est vrai que Berlinguer lui doive essentiellement sa désignation au poste suprême, ait paru, dans l'ostracisme marqué à Pajetta et à Amendola, se faire l'héritier des préventions de Togliatti.

Là s'établit un certain mystère, et d'autres facteurs interfèrent probablement, dans lesquels il n'est pas aisé de démêler. Nous touchons ici au saint des saints. Berlinguer a-t-il pu être nommé sans l'agrément de Moscou ? Si Longo fut son grand électeur et il y a toute apparence qu'il l'a été, on ne voit pas ce dernier assez libéré des vieux liens pour courir un risque quelconque de déplaire au Kremlin.

Telles sont à grands traits les conditions de l'avènement de Berlinguer, inventeur de l' « eurocommunisme » à la tête du Parti communiste italien. Peut-être est-il un grand ambitieux, très éloigné de l'espèce ordinaire des fonctionnaires, manufacturés en grande série dans les écoles « léninistes » de Moscou et d'ailleurs, et avec lesquels nous n'avons été que trop habitués à compter.

Mais a-t-il les moyens de cette ambition ? Question qui est liée à celle des conditions de vie du parti communiste italien, dont l'étude nous occupera une prochaine fois.

A. CROIX.

ALLONS A CONTRE-COURANT

A notre époque l'actualité va vite. Cependant, il n'est pas encore trop tard pour évoquer une affaire qui vient de faire beaucoup de bruit. A telle enseigne que *le Monde*, du 20-21 février dernier, éprouva le besoin, en sa page 10, dans un placard en caractères gras, intitulé « La France a peur ! », de dénoncer le journaliste de télévision, première chaîne, Roger Gicquel, auteur de la formule à propos du meurtre du petit Philippe Bertrand à Troyes par Patrick Henry. *Le Monde*, après sa large contribution à l'information sur cette horrible affaire (que tout le monde connaît, hélas !), trouve excessive la phrase de Roger Gicquel, maintes fois répétée à la télé et ailleurs sous des formes à peu près identiques.

On peut comprendre qu'une grande partie des Français réclament une justice prompte à propos d'un crime odieux.. Cependant, une question me vient à l'esprit. Les arsenaux, les casernes du monde entier regorgent de machines à tuer, et lorsque la danse macabre commencera, les victimes se compteront par millions et dans ces millions d'êtres humains il y aura une quantité énorme d'enfants innocents aussi.

A l'avance, l'événement à venir est patent, mathématique, les figures du futur ballet d'épouvante, sont déjà en place. Oui, les journaux, la radio, la télé ont fait un tintamarre fantastique pour le monstrueux crime de Troyes. Mais qui esquisse l'ombre d'une dénonciation quelconque pour l'horreur sans nom des futures hécatombes ? On glisse au contraire sur l'affaire du Polisario ou encore sur celle de Djibouti où des jeunes furent tués au nom d'impérialismes rivaux tous aussi méprisables les uns que les autres. Et dans les écoles spécialisées à cet effet, combien d'individus se préparent à carboniser des villes entières dans lesquelles il y aura beaucoup de jeunes innocents du genre du petit et charmant Philippe Bertrand, la victime de Troyes ?

D'une vie d'homme deux guerres mondiales se sont succédé (je jarle pour ma génération) et les menaces se précisent partout pour une prochaine boucherie internationale. Tout est prêt, il n'y a plus qu'à pousser sur un bouton électronique. Déjà des conflits mineurs, marginaux, préludent de temps à autre à l'embrasement général, et les journaux, la radio, la télé sur le sujet en disent beaucoup, beaucoup moins que sur l'affaire du pauvre gosse de Troyes. Pourquoi ? sans doute parce que pour le moment tout le monde en croque (que l'on me pardonne ce terme argotique, mais éloquent). Les gouvernements d'abord, les diplomates, les industriels, le commerce et la masse des salariés.

Un exemple entre tous : Georges Séguy s'en va à Saint-Etienne pour défendre au nom de la C.G.T. la fabrication d'un fusil français moderne (il tuera plus vite et plus sûrement que l'antique Lebel), son intervention s'inscrit dans le plan d'action de lutte contre le chômage. Eh ! oui. La guerre est aussi un moyen de liquider les chômeurs. Hitler le savait ! Pour les paysans trop nombreux en Russie, Staline le savait aussi (à ce sujet, lire la dernière conférence qu'Isaac Deutscher, le biographe de Trotstky, prononça sur la question devant des étudiants londoniens, avant de mourir). A ce titre, c'est De Gaulle qui avait raison — lors de son dernier cours à l'Ecole Militaire, avant 1939 — quand il affirmait : « ... que la guerre était la loi de l'espèce humaine ».

Cependant nous aurions tous aimé que Séguy — en défendant le droit au travail pour les métallos de Saint-Etienne — ne se montre pas inférieur au Paul Faure de la bonne époque, qui, au Creusot jadis, stigmatisait les marchands de canons et de mort subite. Hélas ! Séguy déjà sans aucune contorsion oratoire joue la carte slave contre celles des Anglo-Saxons et des Chinois. Où est là-dedans le « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » ? En a-t-il entendu parler ?

Il est avéré que l'exportation des armements rapporte à la France davantage que l'exportation de ses voitures. Qui, au parti de Mitterrand, se souvient de la fameuse affiche « Non ! plus jamais ça », représentant sur un fond d'incendie d'innombrables tombes de pauvres cons du front ? Il en reste peut-être une dans le fond d'un placard de l'ex-S.F.I.O. ?

Quel que soit l'intérêt que l'on peut porter au pauvre enfant assassiné par un monstre à Troyes, devant les débats lyriques sur la peine de mort en temps de paix ! parlons donc un peu, mes beaux messieurs, de la peine de mort en temps de guerre...

Quelle est belle l'Union Sacrée devant le petit cercueil de Troyes, mais tout de même trop de crocodiles versent des larmes hypocrites à bon marché. Pendant ce temps-là la future clientèle des abattoirs atomiques ou autres ne s'intéresse qu'au tiercé, qu'aux délices vacancières de chez Trigano ou autre marchand d'illusion et, pour les plus obtus des naïfs de l'époque actuelle, qu'à la Grande Messe du Congrès communiste de Saint-Ouen, où un certain Marchais vient de redécouvrir un grand prophète du nationalisme troglodyte.

« Tout ce qui est national est nôtre ! »

Charles Maurras bienheureux inspirateur du meurtre de l'impie Jean Jaursè, qui n'aimait pas la formule (les mauvais coucheurs vont me dire que le Marchais n'a pas encore effacé le nom du fondateur de son journal dans la manchette de *l'Humanité*. On devrait y penser je suppose...).

Pour ne chagriner personne, ne condamnons pas trop durement notre époque où Marx (évidemment) ne pouvait pas envisager que l'automobilisme remplacerait le socialisme comme idéal populaire, et contentons-nous de rappeler, devant l'éventualité mathématique de la IIIe guerre mondiale, un mot de Philippe Berthelot, le diplomate (qui avec d'autres mitonna la première guerre mondiale de 14-18). « La mort d'un homme est une chose émouvante, la mort de milliers ressortit à la statistique. »

Laconiquement je crois qu'il est temps d'aller à contre-courant de ce cynisme !

Albert LEMIRE.

COMME TOUS LES COLONISES L'UKRAINIEN PLIOUCHTCH RECLAME L'INDEPENDANCE DE SON PAYS

Dans une interview parue dans « le Monde » du 4 février, le mathématicien Pliouchtch, déclarait :

La russification de cette République, l'Ukraine, a atteint un degré insupportable. Dans les grandes villes, la langue nationale a presque disparu. Il y a certes des écoles ukrainiennes, mais leur programme n'est fondé ni sur les traditions, ni sur l'histoire, ni sur la culture du pays. C'est un calque de l'école soviétique. Les écoles ukrainiennes se voient proposer comme héros national, par exemple, Pierre le Grand — qui fut le bourreau de l'Ukraine, — ou encore Kotchoubéi, le traître. Ainsi le peuple ne connaît-il sa propre histoire que dans une version dénaturée.

... Je suis pour la séparation de l'Ukraine de la Russie. Car c'est seulement dans une Ukraine indépendante que seraient possibles l'édification du socialisme et le sauvetage de la culture ukrainienne.

Il ajoutait :

La situation des Tatars de Crimée, des Grecs, des Meskhals est encore plus tragique que celle des Ukrainiens : ils ont été déportés en Sibérie et en Asie centrale et luttent à présent pour retourner dans leur patrie d'origine et pour obtenir leur autonomie culturelle.

NATIONALISME ET LUTTE DES CLASSES AU QUÉBEC

« L'histoire de toute société jusqu'ici connue est l'histoire de la lutte des classes » affirme le **Manifeste Communiste** de 1848 qui précise plus loin « De plus en plus, l'ensemble de la société se divise en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes directement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. »

La bourgeoisie c'est la classe qui possède ou contrôle les moyens de production et d'échange tandis que le prolétariat englobe tous ceux qui ne disposent pour toute ressource que de la vente à un prix fixé par la loi de l'offre et la demande sur le marché de l'emploi, de leur force de travail. La loi d'airain des salaires maintient ceux-ci, dans une société concurrentielle, à un niveau très proche de la pure et simple subsistance, comme nous le savons tous par expérience.

Au Canada l'immense majorité des francophones (nous les appellerons **Québécois** comme ils se nomment eux-mêmes et **Canadians**, les anglophones) appartiennent à la classe ouvrière pour des raisons à la fois historiques et socio-culturelles. Il est hasardeux et peu satisfaisant d'avancer des chiffres en ces matières mais naguère une étude, citée par la revue **Parti Pris**, affirmait que les travailleurs constituaient 91 % de la population de langue française, la petite bourgeoisie commerçante 9 % tandis que la grande bourgeoisie d'affaires « canadienne française » comptait en tout et pour tout 51 individus soit 6,7 % de cette classe « d'une mer à l'autre » alors que les francophones constituent le tiers de la population du pays.

Cela constaté, non pas dans l'intention de s'en réjouir ou de s'en indigner, mais simplement pour établir qu'il y a assez peu de chances pour qu'un travailleur canadien au Québec ou ailleurs soit employé par une entreprise dont la direction parle sa langue et partage sa culture. Certes on peut se demander : entre être exploité en anglais ou l'être en français où est la différence pour le salarié ? Pourtant le problème linguistique complique et aggrave la situation du travailleur pour des raisons bien simples et bien concrètes qui n'ont rien à voir avec un nationalisme passéiste et sentimental. D'une part on ne saurait surestimer l'importance de la langue, de l'aptitude à communiquer, dans le développement psychique des individus et des collectivités. La langue est l'instrument privilégié de la socialisation qui nous permet de satisfaire nos besoins les plus banals comme les plus subtils. C'est que, comme le remarque Pierre Lefebvre, la langue « Héritage, trésor collectif, témoin vivant d'une certaine systématisation de la vie sociale, instrument quotidien d'échanges interpersonnels, véhicule intériorisé de la pensée... façonne l'être humain en profondeur et l'insère dans la société... » (« Psychisme et valeurs nationales », **Parti Pris**, n[os] 9, 10, 11, été 1964, p. 9).

Lorsqu'une classe sociale tout entière ne peut plus vraiment nommer le monde où elle vit ni son travail parce qu'ils sont faits de besoins, de produits, de culture populaire et de techniques d'importation, conçues et réalisées dans un autre idiome, quand il lui devient difficile de dire ses revendications et ses valeurs propres dans sa langue maternelle, alors son aliénation est considérablement aggravée. Or c'est là l'expérience quotidienne du travailleur canadien, pris dans les circuits de consommation nord-américains, à l'emploi de quelque grande entreprise où l'anglais reste la langue de la direction, de l'administration et du commandement.

Les trois ordres institutionnels, qui structurent et dominent la société canadienne au Québec : l'Eglise, dont l'influence a considérablement diminué depuis 1965, le gouvernement provincial et l'ordre économique ont tous trois épousé, pour l'essentiel, l'idéologie du capitalisme. Leur influence conjuguée a constamment visé à plier l'ouvrier, le non-instruit, devant l'autorité. En même temps ils l'ont persuadé que la loi du profit qui oriente les soustrait entièrement à tout contrôle ouvrier est une l'ensemble de la production et de l'activité sociale, et loi de la nature qu'on ne saurait contester sans encourir les plus graves dangers. Alors que les entrepreneurs capitalistes plus lucides et plus conscients de leurs intérêts ne craignent rien tant que la mise en question de l'arbitraire de leur pouvoir basé sur la propriété privée du sol et des moyens de production. C'est ainsi par exemple que lors de la grève d'Asbestos alors que les ouvriers ne songeaient qu'à obtenir une légère humanisation de l'exploitation capitaliste, les directeurs de la compagnie envisageaient la grève « comme un moyen pour les ouvriers de tranformer le régime de propriété industrielle : ils voyaient déjà la compagnie forcée d'accepter la co-gestion et même la co-propriété si la grève se terminait par une victoire ouvrière ». (Gilles Beausoleil, « Histoire de la grève à Asbestos, P. E. Trudeau, **La Grève de l'Amiante**, Montréal, Edition du Jour, 1970, p. 173.) En réalité l'ouvrier Québecois était loin d'avoir atteint ce niveau de conscience de classe car ses prêtres, ses hommes politiques et ses patrons n'ont que trop bien réussi à lui instiller un profond complexe d'infériorité, même lorsqu'ils s'adressent à lui dans sa langue maternelle. Or, à son entrée dans le monde du travail, placé devant la nécessité soit de négocier une convention collective soit d'en faire respecter les clauses, l'ouvrier doit le plus souvent se débattre dans la langue de son patron, une langue qu'il a conscience de parler mal ou presque pas.

Jacques-Victor Morin, dans un article intitulé « Syndicalisme et Question Nationale », analyse avec beaucoup de perspicacité les conséquences inéluctables de cet état de fait. « Dans trop d'usines, le français, langue de la majorité, est considéré comme une langue étrangère au même titre que toute langue parlée par une minorité d'immigrants, de sorte que le Canadien français au Québec est traité chez lui en étranger qui n'a pas encore appris la langue de son pays d'adoption. Un tel sort est si peu digne d'envie que le Néo-Canadien, récent immigrant, préfère naturellement passer tout de suite à l'élément anglais. « Dans bien des usines où nos ouvriers canadiens-français se trouvent à 99 %, ils éliront volontiers un anglophone comme président, fût-il le premier m'as-tu-vu, pour la simple raison qu'il parle la langue du **bourgeois.** Souvent le m'as-tu-vu en question se sert de son nouveau poste comme tremplin pour accéder aux cadres de l'entreprise en vendant les **pea-soup** littéralement (les mangeurs de soupe aux pois, mets à bon marché) qui l'ont élu. D'autre part, très souvent aussi le contremaitre indigène canadien-français, pour pousser son avancement, se révèlera le **mange-canayen** par excellence, le pire des esclavagistes. (**Parti Pris**, vol. 2, n° 6, février 1965, p. 16.)

Les témoignages sur cette situation et ses conséquences désastreuses pour l'ouvrier abondent dans la littérature. Pierre Vallières, dans son livre **Nègres blancs d'Amérique**, rappelle que « Le syndicalisme d'affaires... (entretient)... parmi la classe ouvrière l'illusion de la démocratie. Mais il suffit que des grévistes n'acceptent pas les trahisons des dirigeants, qu'ils sont censés avoir élus eux-mêmes (et dans leur intérêt), pour que le syndicalisme « démocratique » fasse appel au matraquage policier ou aux « bouncers » de la pègre. Et alors que les grévistes les plus courageux prennent le chemin de la prison comme de vulgaires criminels, les « Big Boss » au nom de la classe ouvrière, mangent un bon steak en compagnie des patrons. » (Editions Parti Pris, 1968, p. 12.) Et rares parmi les enfants de prolétaires sont ceux qui au sein de leur famille prennent une conscience claire de ces mécanismes d'exploitation et y acquièrent

la volonté de travailler au renversement d'un système qui les écrase. Très peu imaginent même qu'il soit possible de « supprimer tout ce qui fait des rapports sociaux actuels des rapports de maître à esclave, de vendeurs à acheteurs, de riches à pauvres, d'exploiteurs à exploités ; (de) remplacer tout cela par de nouveaux rapports sociaux fondés non plus sur la force, sur l'argent et sur l'inégalité systématique, mais sur l'égalité de droit de tous les hommes, sur la justice, sur la fraternité et sur la jouissance collective de la richesse qui appartient à tout homme dès sa naissance : le monde physique et le monde humain ». (Ibid., p. 75.)

La pression du milieu familial au contraire orientait un Pierre Vallières dans une toute autre direction.

« Voulant absolument que j'étudie l'anglais et les mathématiques, ma mère ne cessait de me harceler.

— Quitte donc cet externat ! Quand tu auras fini d'étudier là, où est-ce que tu pourras aller travailler, surtout si tu ne sais pas parler anglais ?...

« Ma mère, une fois m'avait dit :

— Heureusement que ton père ne se croit pas aussi important que toi !

— Heureusement, vous dites ? Heureusement ? Non, malheureusement, il faut dire. Oui, je crois en mon importance. Je n'ai pas l'intention d'être vaincu avant même d'avoir combattu. Restez dans la merde, si ça vous intéresse. Merci pour moi. Appelez cela de l'orgueil... je m'en fous. Moi, j'appelle cela de la dignité, un minimum de digniti.é Et j'ai bien l'intention de l'affirmer, que cela vous plaise ou non. » (p. 175-76).

Menaud, le maître draveur mis en scène par Félix-Antoine Savard, bronchait lui aussi sous le joug des étrangers qui accaparent tous les profits. Rétif devant sa propre servilité, il rêvait d'une révolte romantique : « Il s'en irait quelque part, sur la montagne ; et là, il emboucherait son burgau d'écorce pour un appel à la liberté. » (Ed. Fidès, Montréal, 1970, p. 41). En effet pour Menaud et les siens « la vie c'était le bois où l'on est chez soi partout, mieux que dans les maisons où l'on étouffe, c'était la montagne, aux cent demeures, aux innombrables chemins tous balisés des grands souvenirs du passé. C'est là qu'on faisait les âmes fortes. C'est là qu'un jour la liberté descendrait comme un torrent de colère et délivrerait le pays de tous les empléteurs » (ibid., p. 50). Le bois, lieu mythique des origines, de la fondation de la nation, cet héritage légué par les ancêtres, il peut aussi s'appeler « maquis », maquis de la procédure ou champ d'action de la guérilla urbaine à laquelle nombre de jeunes militants québécois s'exercent à partir de 1963.

Le refus de la passivité et de la résignation, ces « vertus » enseignées par l'Eglise à tant de générations de Canadiens, est sans doute moins exceptionnel aujourd'hui qu'il ne l'était au temps de la « grande noirceur » sous le règne de Maurice Duplessis. Déjà, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les esprits fermentaient. Le travail dans les grandes entreprises industrielles diffusait à son insu un enseignement contestataire, sinon ouvertement révolutionnaire, beaucoup plus efficace que toutes les propagandes et toutes les théories dites subversives. Dans le roman où il évoque la fameuse grève d'Asbestos (1949), Jean-Jules Richard suggère bien le climat des relations de travail entre les Canadiens et la maîtrise américaine. « Dans la mine à ciel ouvert, des équipes d'hommes... manient... les foreuses. Ils obéissent au contremaître. Dehors, au sec, la poussière fuse, éclate et remonte en jets pressés vers les figures. Les hommes gris, comme en uniforme de même teinte, s'agitent parce que le contremaître gueule sans cesse. Il a la voix comme un fouet. Avant de s'embaucher pour la **Johnsonville Asbestos Compagny**, il commandait à des nègres dans une mine, en Afrique. « Les Canadiens français, c'est une autre sorte de nègres », a-t-il l'habitude de dire. (**Le Feu dans l'amiante**, Réédition Québec, 1971, p. 14).

Lorsque la classe dirigeante ne prend même plus la peine de dissimuler le mépris qu'elle éprouve pour la main-d'œuvre « docile et peu coûteuse », comme l'affirmaient les panneaux publicitaires érigés le long des grandes routes reliant les Etats-Unis au Québec, qu'elle emploi, elle devient l'agent le plus efficace de sa propre contestation et prépare la révolte contre sa domination. Le groupe ethnique et la nationalité des patrons ou de leurs hommes de main n'ont qu'une importance secondaire dans de tels conflits que la division de la société en classes antagonistes rend inévitables. Ces conflits deviendront même plus fréquents et plus violents lorsque les travailleurs cesseront complètement de croire que leur dure condition humiliée résulte de leur ignorance ou de quelque infériorité congénitale sociale ou raciale, comme on le leur a longtemps fait croire au Québec, lorsqu'ils prendront pleinement conscience des truquages séculaires qui permettent de pousser vers les fonctions lucratives et les postes responsables les rejetons des grandes familles et ceux de la petite bourgeoisie dont on a éprouvé le dynamisme et surtout la fidélité.

Au Québec on semble encore bien loin de cela. Non pas qu'on ignore que la révolution technologique permette, en principe, et cela pour la première fois depuis le début de l'histoire que les masses enfin sorties de la plus astreignante et de la plus contraignante des privations accèdent enfin à l'humanité. Jacques Ferron le dit très clairement dans son roman autobiographique **Les Confitures de Coing** (Parti Pris 1972, p. 158). Mais c'est aussi Ferron qui rappelle dans un très curieux article paru dans la revue **Parti Pris**, (« D'un amour inquiétant », vol. 2 n° 7, mars 1965, p. 60-63) que dans le pays de ses parents à Louiseville en Mauricie, ce qui marque encore aujourd'hui comme intouchables certains prolétaires québécois c'est leur origine « sauvage » dont le souvenir ne s'efface que très lentement. Serait-ce à cause de toutes ces arrières-pensées, serait-ce afin de pouvoir malgré tout se distinguer que les petits-bourgeois du Québec affirment, même lorsqu'ils croient à la réalité de la lutte des classes, « la fixité des dirigeants et des dirigés », comme cet Emile Drolet, faux bourgeois par son éducation, mais effectivement prolétaire par son statut économique, que Laurent Girouard met en scène dans **La ville inhumaine** (éd. Parti Pris, 1964, p. 152).

Sur le plan de la culture « populaire » et des loisirs dits de « masse », on assiste au Québec à ce que le Manifeste 1965-1966 de **Parti Pris** appelle « une exclusion des masses de la culture ; le grand capital contrôle les moyens d'information, les oriente, ne nous livre qu'une information tronquée et souvent truquée ; il contrôle aussi l'industrie des divertissements, et par le cinéma hollywoodien, la création des « stars » du film ou de la « chancon », il impose des loisirs passifs, abêtis, réduits à la banalité la plus désolante » (p. 15).

Il n'est nullement indifférent à la domination par l'oligarchie capitaliste des masses salariées que l'idéologie véhiculée par l'école, l'information, le sport, les loisirs, les activités « culturelles » en général soit conforme aux intérêts des classes possédantes et dirigeantes. Car cette idéologie, si elle ne détermine pas les rapports sociaux, même si elle n'affecte pas directement la division de la société en classes, facilite grandement la reproduction de ces rapports sociaux, et leur maintien de génération en génération, sans heurts ni à-coups. L'idéologie dominante vise à persuader les travailleurs que les conditions d'existence oppressives et aliénantes qui leur sont faites ne résultent pas d'une certaine forme de rapports de production et d'échange dominée par la propriété privée, mais des lois même de la nature, de l'infériorité congénitale de leur propre personnalité. Elle y réussit souvent et parvient même par conséquent à les convaincre de les accepter docilement.

Ce que nous nommons aujourd'hui « culture », « loisirs » était souvent désigné au XIX[e] siècle comme **Art**. Un théoricien du syndicalisme révolutionnaire, tel Fernand Pelloutier, démontrait très bien au cours d'une conférence donnée le 30 mai 1896 sous les auspices de « L'Art Social » comment l'Art fonctionne au profit de l'ordre établi en anesthésiant et en avilisant les travailleurs déjà épuisés par leur journée de labeur.

P. AUBERY.

(à suivre)

PARMI NOS LETTRES

Un vieil abonné qui rouspète

De Julien LECOCQ (93) :

« Mon avant-petite lettre a été escamotée et la dernière n'est pas passée.

N'étant pas marxiste, je n'ai pas de ligne à respecter. Je dis ce que je pense et je constate que « le noyau » d'aujourd'hui n'est pas celui d'hier. Du temps de Charbit, je n'ai pas eu de ces problèmes. Au moment des présidentielles, j'avais fait une petite lettre pour répondre à l'article de Guilloré (nº 605) où il disait qu'il voterait pour Mitterrand. J'avais répondu que ce n'était pas flatteur pour la R.P., que l'homme (Mitterrand) ne m'intéressait pas. Je crois que Guilloré ne me l'a pas pardonné. Cela n'était pourtant pas plus mauvais que de reconnaître la combativité de Bergeron face aux attaques des staliniens. C'est quand même un autre homme que Mitterrand.

Et puis, je le répète, on peut être syndiqué à F.O. pour ne pas apporter ses sous au parti stalinien, ou à la C.G.T., et être sympathisant à la R.P.

Cela ne m'empêche pas de reconnaître la probité, le désintéressement et le dévouement de toute l'équipe qui collabore à la Revue.

Pas toujours d'accord. C'est normal. L'esprit libertaire, c'est cela. »

Nota : Non ! mon vieux Lecocq, je ne t'ai pas pardonné, parce que tu n'as rien à te faire pardonner. (R. G.)

Dictature du prolétariat, une imposture

De Maurice DUVAL (qui signe : prolo de père en fils).

Je regrette de ne pouvoir venir à l'amicale réunion du 6 mars où il m'eût été agréable d'échanger quelques propos.

Le titre de « la R.P. » me paraît conforme à l'idée qu'on peut se faire de la révolution, pour la simple raison que toutes les améliorations successives n'ont été possibles, que grâce aux luttes, aux grèves qui, depuis un siècle, ébranlent le système capitaliste...

Si ces grèves successives sont nécessaires pour aider, pour accélérer l'évolution, il faut bien admettre qu'une véritable révolution sociale pacifique ne peut se réaliser qu'avec tout l'ensemble des salariés, manuels et techniciens, en toute fraternité... et sans trop d'inégalité.

Quant à la dictature du prolétariat, cette monumentale imposture, cet attrape-nigaud qui, depuis cinquante ans, abuse et fait saliver tant de naïfs, sa suppression par le P.C.F. n'a guère d'importance... ça ne représente qu'une fourberie de plus... »

Nos partis pris

De J.-P. DERUEST (Bruxelles) :

Tout de l'Entre-Nous (nov. 75) n'est pas de la même veine, si l'on s'est réjoui de lire « in fine » *du premier paragraphe :* « C'est ce qui nous unit qui est fondamental. » *Je vous l'accorde : c'est un truisme. Qui allait sans le dire. Mais il me plaît qu'on le dise, à notre intention, dans notre revue.*

Encore faut-il s'entendre. Il n'est pas indifférent de préciser la nature et l'étendue de ce qui nous unit. Si malentendu il y a, c'est bien à ce propos. Entre-Nous n'est guère prolixe en la matière, se bornant à tracer quelques frontières, sinon de fluentes lignes de démarcation. « Elle n'est pas un parti, ni une tendance bien contrôlée... » *Parbleu. J'ajouterais :* « ... ni une chapelle, ni une pétaudière. » *Je veux dire un self-service dans une tribune libre.*

Je sais, La Liberté (sonnez mes clairons, battez mes tambours) est universelle ou n'est pas. La Tolérance (ouvrez le ban) est totale ou n'est pas (ovations rituelles, l'orateur salue).

« Les choses étant ce quelles sont (dixit De Gaulle - fermez le ban) la liberté qu'il nous faut défendre est celle de ceux qui en sont privés. La tolérance que nous pratiquons est à l'usage de ceux auxquels elle est ailleurs contestée.

La R.P. procède d'une scission. Scission venue après d'autres, et que d'autres ont suivie. Morcellement du mouvement ouvrier. Dispersés dans diverses organisations (toujours opposées, souvent adversaires, parfois ennemies) des camarades demeurés attachés à quelques principes de départ qui demeurent communs, sont isolés. La R.P. sera le lieu privilégié où ces camarades vont se retrouver, se joindre. Un lieu privilégié, pas un terrain neutre.

Hagnauer propose une formule heureuse pour qualifier la R.P. : « Une coopérative intellectuelle ». Chacun s'enrichit des richesses d'autrui. Qui d'un apport doctrinal ; qui d'une expérience vécue. Si l'on y pratique « le choc des idées » on s'y garde des certitudes. Si j'osais un paradoxe je dirais : « C'est l'orgueil de la R.P. d'avoir des collaborateurs modestes ».

Il reste que nos débats, nos confrontations, qui peuvent aller loin, sont tributaires d'un accord tacite forcément limité. C'est ce que l'Entre-Nous évoque en parlant de « ce qui nous unit » et qui est « fondamental ». Ce sont nos partis pris.

Jusqu'ici, autant que je sache, ils n'ont été autrement formulés, que par les titres et sous-titres de la revue : La Révolution Prolétarienne - Revue Syndicaliste Révolutionnaire, *et un nom qui vaut un programme :* Pierre Monatte.

J'espère respecter cette prise de position en dressant ici une amorce d'inventaire de nos partis pris.

1. Adhésion au concept de la lutte des classe.

2. Œuvrer à l'Unité du mouvement ouvrier.

3. Cette unité ne pouvant se concevoir que par une organisation de classe prise globalement, donner la primauté au Syndicalisme.

4. S'opposer à toute immixtion du politique dans les syndicats. Indépendance syndicale dans l'esprit de la Charte d'Amiens.

5. Vouloir la démocratie dans les syndicats.

6. Dénonciation des nationalismes, racismes, impérialismes, et des abus d'autorité, les dictatures.

7. Corollaire : prôner la tolérance. La R.P. chez elle, en doit donner l'exemple.

Pour l'heure il y a malentendu quant à la pratique du dernier postulat. Pour ce qui est de notre tolérance « interne » pas de problème. (Sous réserve du respect des idées et de la personne des interlocuteurs.) Hagnauer l'a écrit dernièrement, il n'y faut pas revenir. C'est d'ailleurs plus une question de tact que de principe.

Pour ce qui est des rapports avec ce qui nous est extérieur, je professe que c'est affaire de réciprocité. Un exemple me fera mieux comprendre : que Séguy nous donne la disposition de deux colonnes à la une de son journal, la R.P. lui rendra la politesse. Je suis fort aise : pas si bête, le Séguy.

Est-ce à dire que tout ce qui vient du dehors est à écarter ? Que non. C'est affaire de choix et de manière. Un autre exemple, moins proche des paris stupides : Donner chez nous la parole à Bergeron serait une chose ; présenter, comme document soumis à notre critique et nos éventuelles réactions, un extrait d'un de ses discours, est autre chose.

Le choix des textes, leur intérêt, leur opportunité, c'est le « job » du Noyau. Ce peut être plus délicat qu'il y paraît. Les censeurs ont la férule haute. Le « cuisinier » a l'épiderme sensible, est prompt à s'émouvoir. De là à évoquer le chant du cygne...

THÈMES ET RÉFLEXIONS POUR DES PRISES DE POSITION OBJECTIVES

Je ne puis laisser passer sans protestation le « chapeau » dont on a coiffé mon article de janvier. J'avais donné à cet article un titre qui m'avait paru suffisamment explicite et je voudrais que l'on nous dise pourquoi Morier, Claude Bock et moi-même avons été placés sous le signe de la colère ? En ce qui me concerne, c'était particulièrement abusif : du fait de la présence des guillemets, on donne l'impression que je me suis personnellement déclarée en cet état. Eh bien, je ne suis pas coléreuse et si je l'étais il me semble que j'attendrais, pour écrire, que l'accès soit passé !

Donc, je n'étais pas en colère. Et encore moins « très en colère ». La langue française est riche en adverbes et nous pourrions nous en amuser. C'est ainsi que l'on peut être « *extrêmement en colère* » et même « *excessivement* ». C'est peut-être ce qui est arrivé à celui qui écrit sous la rubrique « Entre nous ».

Ce camarade nous rappelle « que le mouvement syndical n'est pas un parti, ni une tendance bien contrôlée », ce qui est évident, et que la *R.P.* ne peut être l'organe « d'une tendance dans une industrie déterminée, l'enseignement par exemple ».

Je déclare que je n'ai jamais demandé cela et même qu'il serait regrettable qu'il en fût ainsi. Ce qui nous préoccupe les uns et les autres, c'est l'orientation de la revue. Allons-nous lui maintenir son caractère révolutionnaire ou glisser vers le réformisme ? C'est une première question et je trouve de bon augure que ce soit N. Faucier qui y réponde vigoureusement dans un article qu'il intitule « Non au syndicalisme d'union sacrée ».

L'article de Barthélémy Barlet, qui est à l'origine de ce débat, est d'une encre différente, ce qui pourrait encore être acceptable si les dirigeants de sa tendance ne travaillaient à détruire toute démocratie syndicale, comme nous l'avons déjà écrit.

Démocratie syndicale ou bureaucratie ?

Telle est ma deuxième question.

Dans *l'Ecole Libératrice* du 30 janvier, André Ouliac consacre son éditorial au congrès de la F.E.N. qui doit se tenir à Grenoble le 9 février. Il écrit « *chacun en connaît l'enjeu et en mesure les conséquences... Qui ne voudrait directement y participer comme le permettent en ce moment même nos assemblées générales et nos congrès départementaux ?* » Hélas, il n'y a, en beaucoup d'endroits, ni A.G. ni congrès ! On se contente de se répartir les mandats entre gens de bonne compagnie dans une vague commission administrative départementale. Est-il possible que le camarade Ouliac ignore ces pratiques ? Mais au fait, pourquoi se soucierait-il de *démocratie* à la F.E.N. alors qu'il s'accommode si bien, dans sa propre organisation, d'un fonctionnement bureaucratique ?

Rappelons quelques faits et demandons aux camarades de la *R.P.* ce qu'ils en pensent (ce sont des faits qui intéressent tout le mouvement syndical).

Les statuts du S.N.I., votés au lendemain de la Libération, ainsi que la Motion Bonissel-Valière adoptée en 1948, lors du passage à l'autonomie, semblaient devoir assurer pour longtemps un fonctionnement démocratique à l'organisation. Mais, *systématiquement*, au cours des ans, l'U.D. s'est acharnée à vider ces statuts précisément de ce qui faisait leur valeur :

— *les congrès n'ont plus lieu que tous les deux ans ;*

— *le deuxième, celui de Saint-Etienne, impose la consultation par correspondance sur le rapport moral, pour la même période et le couplement des élections nationales et départementales tous les trois ans avec vote par correspondance.*

Ces deux dispositions ont été prises *sans mandatement des délégués.* D'où la motion préjudicielle de la Dordogne sur laquelle je me suis déjà expliquée. L'autonomie des sections se trouve compromise par ces dispositions.

Sur l'orientation, plus de problème ! Plus de débats dans les congrès ! C'est à peine croyable : les motions d'orientation ont disparu de la vie syndicale.

Et pour être bien sûrs de mieux éliminer toutes ces petites minorités, trop dynamiques, on impose, dans le calcul des mandats, pour l'élection au bureau national, *la règle de la plus forte moyenne pour les sièges non attribués au quotient électoral. C'est ainsi qu'I.U.D. s'est attribuée, en 1973, deux sièges supplémentaires avec des voix, au plus fort reste, seraient revenues à « l'Ecole Emancipée » et à « Syndicalisme Vivant ».*

N'est-ce pas édifiant ? Et l'on voudrait que nous soyons satisfaits lorsque quelqu'un applaudit, dans *la Révolution prolétarienne*, au triomphe de ces pratiques ?

Nous sommes pour la liberté d'expression, certes, et il était inutile de nous inviter à *tolérer* ceux qui veulent « *penser autrement* ». Nous savons de qui est l'expression et ce serait trahir sa mémoire que de s'en servir pour une mauvaise cause.

Un appel à la tolérance nous a été lancé mais pour nous, les conceptions qui battent en brèche la *démocratie syndicale* doivent être combattues.

La motion Bonissel-Valière dont nous ne cesserons de nous réclamer, prévoyait la non-rééligibilité des responsables après une période de cinq années. Eh bien ! depuis 1954, il est possible de faire plus de trois mandats consécutifs au B.N.

Oui ou non, sont-ce là des pratiques démocratiques ? *Oui ou non, est-il dans l'esprit de* la R.P. *de* tolérer *béatement un tel asservissement syndical ?*

En arrivant à la fin de mon papier, j'ai conscience de n'avoir pas perdu mon « *sang-froid* » et d'être restée *objective.* Les faits que je mentionne sont incontestables et je ne vois pas qu'il y ait lieu de parler ici de « sectarisme ».

Et je termine par une citation de Michel Chauvet (2) qui, rendant compte de la réunion tenue par le B.N. le 2 octobre 1975, écrivait dans *l'E.E.* :

« *Moi, j'ai proposé bêtement une information correcte des syndiqués et la définition par ceux-ci des objectifs à atteindre et des modalités d'action à mettre en place. C'est comme si j'avais dit des gros mots.* »

Pour moi, toute la morale de l'histoire est enclose dans ces quelques lignes ! Elles éclairent d'un jour crû tout ce que j'ai pu dire pour dégager, *sans colère*, la position des contestataires et pour donner aux autres des éléments solides d'appréciation.

Louise CAZAUBON (65).

(1) « Sectarisme », mot employé dans « l'Entre nous ».

(2) Michel Chauvet, représentant au B.N. de « l'Ecole Emancipée ».

A TRAVERS LES LIVRES

L'ANTIMILITARISME EN FRANCE (1810-1975) : Faits et documents

de Jean RABAUT (chez Hachette)

Voici un ouvrage qui vient à son heure. On finirait par croire que l'antimilitarisme est une maladie honteuse, alors qu'il est un des traits caractéristiques du mouvement ouvrier autonome, du mouvement émancipateur d'une classe qui se veut distincte de la nation bourgeoise. L'armée, l'armée de masse, l'armée de conscription obligatoire est une institution de la bourgeoisie au pouvoir. Elle reflète, en les exagérant, les caractères de la société bourgeoise. La caste des militaires en était une expression outrancière, même quand elle ne cachait

pas son mépris du bourgeois. Celui-ci la flattait et la couvrait de dorures et de médailles. Nous ne pouvons voir aujourd'hui de généraux — et les Etats nouveaux en engendrent des espèces nouvelles — dont les poitrines ne soient couvertes de rubans et de bimbeloterie.

Mais ne nous laissons pas emporter avant même d'avoir ouvert le livre de Jean Rabaut. Notre ami garde son sang-froid d'historien dans le survol qu'il fait de l'idée et de l'action antimilitaristes des origines à nos jours « enmarseillés ». L'antimilitarisme commence dès que le Bonaparte opère ses ponctions dans le pauvre peuple pour ses armées vouées à la défaite finale. Rabaut nous met sous les yeux le texte de cette vieille chanson du conscrit du Languedoc :

« Je suis t'un pauvre conscrit
De l'an mille huit cent dix »

une complainte que nous chantions encore dans les années 30, au cours des longues randonnées dominicales des « Amis de la Nature », un ramassis bien sympathique de contestataires de tout acabit.

Le livre de Rabaut fait place en effet à la plupart des chants, tracts et libelles antimilitaristes. J'en connais qui retrouveront avec curiosité la fameuse chanson : « Gloire au 17e », œuvre du chansonnier Montéhus, provisoirement antimilitariste. Il exalte alors la rébellion des « pioupious » du 17e régiment d'infanterie de Béziers qu'on voulait engager contre les viticulteurs du Languedoc en colère. En 1907 déjà ! Tous les amateurs, tous les militants retrouveront dans ce livre les textes vengeurs qu'ils ont récités ou chantés : ceux de Gaston Couté, ceux de Charles d'Avray, jusqu'au « Déserteur » de Boris Vian, en passant — pour les intellectuels — par les écrits provocants des surréalistes.

Il y a quand même des textes qu'on n'y retrouvera pas. Dans un avant-propos, Rabaut nous informe que le Mouvement de la Jeunesse Communiste de France lui a refusé le droit de reproduction des tracts et papillons diffusés dans les années 20 par les Jeunesses Communistes ; que le journal « l'Humanité » lui a refusé le droit de reproduction de la chanson « Gueules de vaches » publiée dans ce journal le 22 octobre 1927 ; que le même journal n'a pas cru devoir l'autoriser à reproduire des extraits de « l'Humanité du soldat » du 1er mai 1940 ; que Louis Aragon n'a pas voulu voir reproduites certaines de ses pages de 1928, et ce qui est plus surprenant, que les ayants droit de Jean Giono se sont opposés à la reproduction d'un texte de l'écrivain daté de 1937.

Pour les refus auxquels s'est heurté Rabaut du côté des « communistes », on les comprend : ces textes ne sont plus de saison. Ce n'est pas le moment de faire revivre si peu que ce soit « l'antimilitarisme bolchevique » selon le titre d'un des chapitres du livre de Rabaut. Auparavant, l'auteur nous a parlé de l'antimilitarisme qui précéda la première guerre mondiale avant de s'y engloutir. A la fin du XIXe siècle, ce sont des intellectuels qui dénoncent la servitude militaire : Georges Courteline le fait gentiment, se contentant de montrer les ridicules et les pauvretés de la caserne. Lucien Descaves le fait plus sérieusement et plus cruellement avec son livre « Sous-Offs » dont Rabaut nous donne des extraits.

L'antimilitarisme vient à l'ordre du jour dans le parti socialiste et dans les syndicats ouvriers ; dans le premier par « l'hervéisme », crise ultra-gauchiste n'ayant pas d'autre lendemain que la chute dans le chauvinisme. Dans les syndicats, l'antimilitarisme se développe, notamment sous l'influence des anarchistes. Il est quand même remarquable qu'au congrès d'Amiens de 1906, où fut adoptée à une très grande majorité la célèbre charte d'Amiens, Georges Yvetot ne réussit à passer sa motion antimilitariste qu'à une majorité beaucoup plus réduite.

L'affaire Dreyfus avait été pour beaucoup dans le développement d'un certain antimilitarisme de la bourgeoisie libérale. Chez les prolétaires, ce sont surtout les excès de la discipline militaire et des conseils de guerre qui entretinrent la révolte contre l'armée. Déjà, en 1890, Georges Darien avait dénoncé les atrocités des bagnes militaires.

Mais le déclenchement de la guerre recouvre tout et, pour un temps seulement, fait taire l'antimilitarisme. Les horreurs et la durée de cette guerre le ressusciteront.

Un regret : puisque Rabaut nous donne le texte du discours de Jouhaux sur la tombe de Jaurès, pourquoi ne nous dit-il pas qu'une opposition antiguerrière s'est manifestée dans le mouvement syndical français, ne serait-ce que par la démission de Pierre Monatte du comité confédéral ? Pourquoi ne dit-il qu'un mot sur les conférences de Zimmerwald et de Kienthal ; pourquoi ne cite-t-il pas, dans sa bibliographie, « le Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale », d'Alfred Rosmer ? La lutte contre la guerre pendant la guerre même est pourtant une des formes, et non des moins radicales, de l'antimilitarisme.

Celui-ci se manifeste ouvertement en 1917, avec le journal « La Vague ». Nous lisons des lettres de soldats saisies par le contrôle postal, le texte de la fameuse chanson des sacrifiés de Craonne et, aussi, l'admirable déclaration de Louis Lecoin devant le Conseil de guerre en octobre 1917. Cela nous mène aux mutineries de cette année-là et, plus loin, à la révolte de la Mer Noire.

Après l'apparition en France de l'objection de conscience et le tract « Paix immédiate » de 1939, nous revoici devant la guerre d'Indochine, puis dans celle d'Algérie. Nous relisons « la déclaration des cent vingt et un » où nous relevons, entre autres signatures, les noms de nos amis Robert Louzon et Daniel Martinet.

Et puis, c'est l'antimilitarisme d'aujourd'hui avec la lutte contre la loi Debré, la défense du plateau du Larzac contre les empiètements militaires, « l'appel des cent », toutes ces manifestations antimilitaristes que Rabaut réunit dans son dernier chapitre sous le titre « Vers une mutation de l'armée ». D'aucuns se satisferont-ils seulement d'une mutation ?

Quoi qu'on puisse en penser, Jean Rabaut, fidèle à une tâche déjà entreprise dans d'autres ouvrages, instruit la jeunesse par les faits et les documents. Il donne aux militants moins jeunes la joie de retrouver vivante, dans son ouvrage, une partie intégrante du mouvement ouvrier.

R. G.

ESPAGNE

Les fossoyeurs de la révolution sociale

De Marcel OLLIVIER, Katia LANDAU, avec des préfaces de Louis Rigal, Alfred Rosmer et un complément d'information d'Alexandre Croix (aux éditions SPARTACUS - René Lefeuvre, 5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris - 11,80 F).

Il s'agit là de la réédition de trois brochures parues avant 1939 : Le stalinisme bourreau de la révolution espagnole - Les journées sanglantes de Barcelone, mai 1937 - L'assassinat d'Andres Nin (Le Guépéou en Espagne). Non seulement elles gardent tout leur intérêt historique, mais elles retrouvent une actualité brûlante. Pourquoi les jeunes révolutionnaires espagnols d'aujourd'hui, sollicités par une situation nouvelle, ne s'instruiraient-ils pas au rappel d'événements méconnus et, plus encore du rôle néfaste joué, dans un début de révolution sociale, par l'intervention d'une contre-révolution venue de l'extérieur « pour l'aider » prétendument, pour la soumettre en réalité, et par les moyens les plus brutaux ? Voici un exemple, des exemples, de la contre-révolution stalinienne en action.

Une préface de Louis Rigal nous met au fait de l'Espagne d'aujourd'hui. Il écrit : « ... *il est difficile de penser que, de quelque manière que cela se fasse, la lutte des classes n'y reprenne pas vigueur et n'ait des chances d'y retrouver une issue révolutionnaire* ». La post-face d'Alexandre Croix s'efforce d'éclaircir le problème des conditions de la disparition du grand militant Andres Nin. En dépit d'une bonne documentation, le voile n'est pas levé sur les circonstances de l'assassinat de Nin. Mais l'origine et la responsabilité de ce crime ne font aucun doute.

ENTRE NOUS

On trouvera dans ces pages un premier compte rendu de notre réunion d'abonnés du 6 mars. Nous pouvons en être satisfaits, et les camarades présents ont demandé qu'on renouvelle plus souvent ces rencontres.

Nous n'avons pas caché notre pessimisme à l'ouverture de ce débat. Nous avons qualifié de critique la situation de la « R.P. ». Les difficultés matérielles s'accroissent tandis que notre réseau d'abonnés se rétrécit, que notre cercle subit l'inévitable vieillissement, que les jeunes militants ne trouvent pas, disent-ils, dans notre revue, les armes qu'il leur faut actuellement pour leur combat

Bien que nous soyons bien décidés, depuis longtemps, à ne pas céder au découragement, il en est parmi nous qui se faisaient à l'idée de jeter le manche après la cognée.

Allez donc vous laisser entraîner sur cette voie quand, dans leur majorité, les camarades abonnés ne l'entendent pas de cette oreille ! Nous en avons pour preuve les adjurations à continuer que nous trouvons au verso des chèques de versements. Nous en avons eu une preuve de plus dans cette discussion du 6 mars, dans cet examen critique complet que nos amis y ont mené

Ils n'ont pas laissé de côté les questions matérielles et leurs solutions immédiates ; ils ont placé en premier lieu le contenu de la « R.P. » considérant pour la plupart que les questions matérielles en dépendaient. Mais pourquoi, quand ils ont tellement d'idées, cela ne se marque-t-il pas davantage dans le contenu de la « R.P. », dans son orientation générale, pourquoi laisser à quelques-uns seulement la responsabilité d'un renouvellement ?

Espérons quand même que nous n'en resterons pas aux bonnes résolutions du 6 mars, qu'elles se traduiront dans la vie de notre vieille revue. Sans cela, il faudrait bien sonner l'heure de sa fin.

En attendant, puisqu'il faut continuer, il faut donc courir au plus pressé, c'est-à-dire augmenter immédiatement nos ressources en face d'un fardeau financier de plus en plus lourd. La majorité des présents à notre réunion d'abonnés s'est prononcée pour une augmentation du prix de l'abonnement. Ce n'est sans doute pas brillant, mais le moyen de faire autrement quand l'inflation est générale ? Il faudra y passer.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE
C.C.P. 734.99 Paris
21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607.02.06
Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.
Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE FEVRIER 1976

RECETTES		
Abonnements ordinaires	2.122,00	
Abonnements de soutien	1.515,00	
		3.637,00
Souscription		1.302,60
Vente au numéro		139,50
Compte Editions		74,00
Total des recettes		5.153,10
En caisse au 1-2-76		9.270,59
		14.423,69
DEPENSES		
Impression et expédition numéros nov. et déc.		9.012,98
Frais de déplacement		154,00
Participation loyer		300,00
Total des dépenses		9.466,98
En caisse au 29-2-76		4.956,71
		14.423,69

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

F. Charbit (31) 100 ; Pellet (13), 100 ; Monteillet (63), 80 ; A. Simon (38), 70 ; Ponsot (75), 60 ; Lacrouts (14), 140 ; Sorin (44), 70 ; Folcher (42), 60 ; J. Brown (75), 75 ; Barlet (42), 100 ; Thiry (73), 80 ; Martinet (75), 200 ; Saiter (60), 120 ; Buisson (39), 60 ; Schanz (93), 100 ; Centène (66), 100 — Total : 1.515 F.

SOUSCRIPTION

Boissier (43), 30 ; Magri (30), 5 ; A. de Jager (Suisse), 500 ; Soufflet (71), 100 ; Rollin (37), 43 ; Hervé (37), 61, 60 ; Malnoë (44), 15 ; Lacrouts (14), 210 ; Ruffin (75), 30 ; Souvarine (75), 32 ; Bureau (92), 48 ; Delage (36), 20 ; Bardin (69), 100 ; Blondeau (75), 100 ; Duperray (42), 8 — Total : 1.302,60 F.

Au cours de la réunion des abonnés, Malfatti a rappelé que le premier samedi de chaque mois, 21, rue Jean-Robert, à 15 heures, se tient la réunion de l'Union des Syndicalistes. Elle discute, entre autres, du numéro de la R.P. Tout camarade peut y participer et y faire les propositions qu'il estime nécessaires.

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1er FEVRIER. — Imposante manifestation publique à Barcelone.
— Mort à Munich de Werner Heisenberg, éminent savant théoricien de la physique fondamentale, prix Nobel en 1932.

MARDI 3. — A Djibouti, un car transportant trente et un enfants français est intercepté et les enfants sont gardés en otages.
— A Paris, le mathématicien russe Pliouchtch, libéré d'un asile psychiatrique de l'U.R.S.S., tient une conférence de presse.

MERCREDI 4. — Ouverture du 22e Congrès du Parti communiste français.
— Les enfants otages de Djibouti sont libérés par la force armée ; les membres du commando ravisseur sont tués, mais une fillette est aussi tuée, quatre enfants sont blessés, un est disparu.

JEUDI 5. — Le ministre des U.S.A., chargé du dossier de l'avion « Concorde », autorise, pour un temps d'épreuve de seize mois, l'atterrissage de l'avion supersonique à Washington et à New York.
— Tout le Languedoc est mobilisé par une journée d'action pour la défense de la viticulture ; l'activité des villes est arrêtée ; les syndicats ouvriers s'associent au mouvement.

VENDREDI 6. — 7.000 morts et 50.000 blessés : bilan provisoire d'un tremblement de terre qui vient de secouer le Guatemala.

SAMEDI 7. — Le jeune garçon français qui n'avait pas été retrouvé avec les enfants otages de Djibouti était retenu en Somalie où il vient d'être libéré.
— Hua Kuo-Feng, un des vice-premiers ministres de Chine, est nommé premier ministre par intérim, en remplacement de Chou En-lai, mort il y a un mois.
— Au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., la France oppose son veto à une résolution qui lui demandait de renoncer au referendum pour ou contre l'indépendance de l'île de Mayotte, faisant partie de l'archipel des Comores.
— Après l'abandon du principe de la dictature du prolétariat et ses critiques de certains aspects de la répression en U.R.S.S., le Congrès du Parti communiste français provoque des réactions dans plusieurs pays de l'Est européen et celle de Kirilenko, délégué du P.C. de l'U.R.S.S. au Congrès français.

DIMANCHE 8. — Le bilan en vies humaines du tremblement de terre du Guatemala est beaucoup plus lourd ; on compte maintenant 20.000 morts.

LUNDI 9. — Résultat du referendum dans l'île de Mayotte (archipel des Comores) : 99 % des votants pour le maintien du rattachement à la France, avec une participation supérieure à 80 %.
— A Grenoble, ouverture du Congrès de la Fédération de l'Education Nationale.

MERCREDI 11. — A Djibouti, manifestation organisée par la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance ; interdite par les autorités françaises, elle n'a cependant pas provoqué d'incidents avec les forces armées mobilisées.
— En Italie, M. Aldo Moro a formé un gouvernement chrétien-démocrate réputé homogène, avec quelques ministres techniciens.

JEUDI 12. — A Grenoble, au Congrès de l'Education Nationale, la tendance dirigeante, dite autonome ou socialisante, renforce sa position majoritaire à l'encontre de la principale minorité dirigée par le Parti communiste français.
— Alger annonce l'échec de la médiation entre les gouvernements algérien et marocain, au sujet du Sahara occidental ; il signale l'aggravation des risques de confrontation.
— A l'usine sidérurgique Solmer à Fos-sur-Mer, quatre mille ouvriers se trouvent en chômage technique à la suite de l'échec des pourparlers avec les organisations syndicales. Le conflit en est à son vingt-troisième jour.

VENDREDI 13. — Au cours de la dernière journée du Congrès de la Fédération de l'Education Nationale, à Grenoble, Leonid Pliouchtch, libéré d'un hôpital psychiatrique « spécial » en U.R.S.S., fait une courte intervention particulièrement ovationnée.

SAMEDI 14. — Le président et le vice-président de la société américaine aéronautique Lockheed démissionnent à la suite de la révélation de versements de « pots-de-vin » à de hautes personnalités européennes.

DIMANCHE 15. — A Paris, manifestation de plusieurs milliers de personnes par solidarité avec les soldats et militants syndincaux impliqués dans l'affaire de « démoralisation de l'armée ».

LUNDI 16. — Au Liban, un « accord global » met fin à une guerre civile qui a coûté treize mille morts, quarante mille blessés et 50 milliards de francs de pertes matérielles.
— Au Sahara occidental, les affrontements se poursuivent autour de la ville d'Amgala entre l'armée marocaine, le « Front Polisario » et des unités de l'armée algérienne.
— Inauguration, près d'Aix-en-Provence, du musée Vasarely.

MARDI 17. — « Le Quotidien du Peuple » de Pékin reconnaît la division dans le Comité Central du Parti communiste chinois ; il dénonce les dirigeants « qui suivent la voie capitaliste » ; la crise est rendue publique par la voie des journaux muraux.
— La France reconnaît la République populaire d'Angola.
— Le ministre des Affaires étrangères de Pologne est en visite officielle à Paris.

MERCREDI 18. — A Fougères, un des centres de la chaussure en France, plusieurs entreprises déposent leur bilan, provoquant le chômage de plus de mille travailleurs.
— Les agriculteurs français développent leur mouvement d'action directe contre les propositions de prix de la Commission de Bruxelles qu'ils jugent insuffisantes.

JEUDI 19. — Le Sénat américain renforce le contrôle du Congrès sur les livraisons d'armes à l'étranger ; il décide l'arrêt immédiat de toute aide militaire au Chili.

VENDREDI 20. — Mort de René Cassin, juriste français, prix Nobel de la paix.
— L'Islande rompt ses relations avec la Grande-Bretagne à propos de « la guerre de la morue », conflit qui oppose les deux pays au sujet des zones de pêche.
— Grève des travailleurs de la presse, la huitième depuis un an. Ne paraissent pas les quotidiens de Paris et la plupart des journaux de province. « Le Parisien Libéré », qui est pourtant à la base du conflit, paraît néanmoins malgré plusieurs actions de sabotage.

SAMEDI 21. — L'ex-président des U.S.A., Nixon, est invité et reçu chaleureusement à Pékin.
— Un agriculteur des Vosges, grièvement blessé par un policier au cours de la manifestation d'Epinal, meurt à l'hôpital.

DIMANCHE 22. — Le gouvernement israélien modifie sa position sur un règlement éventuel du conflit israélo-arabe : il accepte de faire des « concessions territoriales » en échange de la fin de l'état de belligérance.
— Le Portugal reconnaît la République Populaire d'Angola.
— Au cours du banquet donné à Pékin en l'honneur de l'ex-président Nixon, Hua Kuo-Feng, premier ministre par intérim, déclare que le débat actuellement engagé en Chine est « une continuation et un approfondissement de la révolution culturelle ».

LUNDI 23. — La plus importante entreprise d'Annecy, la Société Nouvelle de Roulements (quatre mille salariés) est occupée par son personnel en grève ; cette entreprise est liée à la Régie Renault.
— Ouverture à Bali d'une conférence de cinq pays du Sud-Est asiatique : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

MARDI 24. — A Moscou, ouverture du XXVIe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S.

MERCREDI 25. — En dernière phase de l'accord israélo-égyptien du 1er septembre 1975, les troupes israéliennes ont évacué les cols du Sinaï.
— A Lisbonne, un accord constitutionnel, valable pour quatre ans, est conclu entre les chefs des forces armées et les principaux partis politiques.
— En Espagne, la police tire sur des grévistes à Alicante ; un manifestant est tué.

JEUDI 26. — Les grèves s'étendent en Espagne ; elles touchent maintenant quelque trois cent mille travailleurs.
— Invités en Algérie, M. Mitterrand et une délégation du parti socialiste reçoivent un accueil particulièrement chaleureux.
— Au Congrès de Moscou, des délégués critiquent l'opportunisme de certains partis communistes occidentaux qui « débitent le marxisme-léninisme en tranches nationales ».

SAMEDI 28. — Au Sahara occidental, le « Front Polisario », contre l'annexion par le Maroc, proclame la République démocratique sarahouie.
— A Bangkok, le secrétaire général du Parti socialiste de la Thaïlande est assassiné.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE.
Commission paritaire no 22.071.